COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME

CANADIAN TOURISM COMMISSION

Analyse de l'évolution des marchés touristiques de l'Amérique latine et de la région des Caraïbes.

Publication hors-série

1998-1

Canada

Canadian Cataloguing in Publication Data

Strizzi, Nicolino

An Analysis of developments in tourism markets in Latin America and Caribbean Region

(Occasional research report; 1998-1)
Issued also in French under title : Analyse de l'évolution des marchés touristiques de l'Amérique latine et de la région des Caraïbes.
Inclues bibliographical references.
ISBN 0-662-27386-9
Cat. No. C85-7/1998-1E

1. Tourist trade -- Canada.
2. Travelers -- Latin America.
3. Travelers -- Caribbean Area.
I. Meis, Scott.
II. Canadian Tourism Commission.
III. Title.
IV. Series: Occasional research report (Canadian Tourism Commission); 1998-1.

G155.C3S77 1998 338.4'791704648 C98-980370-8

Données de catalogage avant publication (Canada)

Strizzi, Nicolino

Analyse de l'évolution des marchés touristiques de l'Amérique latine et de la région des Caraïbes

(Publication hors-série; 1998-1)
Publ. aussi en anglais sous le titre : An analysis of developments in tourism markets in Latin America and the Caribbean Region.
Comprend des références bibliographiques.
ISBN 0-662-83337-6
No de cat. C85-7/1998-1F

1. Tourisme -- Canada.
2. Voyageurs -- Amérique latine.
3. Voyageurs -- Caraïbes (Région)
I. Meis, Scott.
II. Commission canadienne du tourisme.
III. Titre.
IV. Coll. : Publication hors-série (Commission canadienne du tourisme) ; 1998-1.

G155.C3S77 1998 338.4'791704648 C98-980371-6

100-05206/

Analyse de l'évolution des marchés touristiques d'Amérique latine et des Caraïbes[1]

Par

Nicolino Strizzi[2] et Scott Meis[3]

Ce document ne peut être cité ou reproduit sans le consentement écrit des auteurs.

---

1 Ce document fait partie d'une série de rapports explorant les débouchés dans les marchés touristiques mondiaux. C'est le premier de la série. Une deuxième étude portera sur les débouchés touristiques en Asie, et une troisième sur les débouchés en Russie et en Europe de l'Est. Comme d'habitude, les points de vue exprimés dans ce document, de même que les erreurs résiduelles, sont la seule responsabilité des auteurs et ne traduisent pas nécessairement ceux de tout établissement auquel ils sont associés.

2 Nicolino Strizzi, analyste de recherche, Recherche, Commission canadienne du tourisme, 235, rue Queen, 8e étage, Tour ouest, Ottawa (Ontario), K1A 0H6. Tél. : (613) 946-2153; fax : (613) 954-3826; courriel : strizzi.nick@ic.gc.ca.

3 Scott Meis, directeur, Recherche, Commission canadienne du tourisme, 235, rue Queen, 8e étage, Tour ouest, Ottawa (Ontario), K1A 0H6. Tél. : (613) 954-3909; fax : (613) 954-3826; courriel : meis.scott@ic.gc.ca.

Table des matières

Sommaire exécutif

Introduction 1

Importance économique du tourisme 1

Tourisme réceptif 1
Tourisme à l'étranger 3

Facteurs touchant le tourisme réceptif et le tourisme à l'étranger 4

Taux élevé d'inflation 4
Ralentissement de la croissance économique 4
Accroissement de l'écart entre riches et pauvres 6
Expansion urbaine tentaculaire 8
Menaces à la sécurité 8
Risques pour la santé publique 10
Inadéquation des infrastructures 11
Contraintes provenant de la capacité de l'aviation 12
Piège de la dette 14
Perceptions des investisseurs 18
Fragilité politique 19

Conclusion 19

Répercussions canadiennes 20

Annexes 24

Références 34

Résumé

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) fera face à de nombreux défis et obstacles qui, s'ils ne sont pas surmontés, limiteront son potentiel de tourisme réceptif et de tourisme à l'étranger. Le ralentissement de la croissance économique, l'augmentation des écarts de revenu et de richesse, la hausse du chômage, la faiblesse des infrastructures économiques et touristiques et l'accentuation de la dégradation de l'environnement réduiront probablement l'attrait qu'exercent de nombreux pays d'ALC en tant que destinations touristiques. En outre, l'érosion de la fonction gouvernementale et de l'administration publique, la hausse de la criminalité et de la corruption ainsi que la propagation de maladies infectieuses entraîneront une augmentation des préoccupations relatives à la sécurité et à la santé des touristes.

Si, comme il semble de plus en plus probable, la croissance de l'économie et des exportations continue de ralentir ces prochaines années, il en résultera une diminution de la croissance du revenu et des emplois dans la région. La diminution du revenu personnel se traduit par une baisse du pouvoir d'achat et de la demande de dépenses discrétionnaires comme les voyages. Le nombre de résidents d'ALC voyageant vers des destinations étrangères, dont le Canada, diminuera probablement durant les deux à cinq prochaines années. De plus, l'affaiblissement des devises d'ALC dissuadera davantage les résidents de faire des voyages à l'étranger, en particulier des voyages d'agrément long-courriers, au profit de destinations touristiques meilleur marché et plus rapprochées. Comme ces dernières années, la croissance du tourisme d'ALC vers le Canada se maintiendra à un rythme constant, et peut-être même plus lent, plutôt qu'à un rythme foudroyant comme on le perçoit généralement. La concurrence pour attirer au Canada des touristes nouveaux et acquis en provenance d'ALC s'intensifiera.

Analyse de l'évolution des marchés touristiques d'Amérique latine et des Caraïbes

Introduction

La récente crise financière en Asie et en Russie, l'accentuation et le prolongement du marasme au Japon et l'accroissement de la volatilité économique de l'Amérique latine et des Caraïbes[4] (ALC) ont radicalement ébranlé la confiance des investisseurs à l'égard des perspectives de croissance de ces pays. Malgré le pessimisme actuel des investisseurs, ces marchés ont toujours la possibilité de connaître une croissance accrue des recettes et des revenus. Toutefois, l'augmentation du rendement ne se fera qu'au prix d'un risque plus élevé.

Le but de ce document est de jeter les fondations et de définir un cadre pour l'évaluation des débouchés des marchés touristiques d'ALC. Ce qui, nous l'espérons, nous permettra de mieux comprendre et d'apprécier les débouchés et les contraintes qui se présentent aux spécialistes du marketing touristique dans cette région. En outre, ce cadre tiendra lieu pour les décideurs des secteurs privé et public de système d'alerte rapide leur permettant de voir venir et d'éviter une augmentation de l'exposition à des marchés risqués.

Dans ce document, nous examinons l'étendue et l'importance économique du tourisme réceptif et à l'étranger d'ALC. Nous évaluons ensuite la possibilité que la région de l'ALC devienne une grande source de tourisme et nous cernons et explorons les principaux facteurs qui limiteront la croissance touristique de la région pour les 10 prochaines années environ. Enfin, nous évaluons la possibilité pour le Canada de profiter de la croissance prévue du tourisme vers l'étranger en provenance de la région.

Importance économique du tourisme

Tourisme réceptif

Pour de nombreux pays d'ALC, le tourisme international stimule la croissance économique, crée des emplois, produit des recettes en devises étrangères dont on a grandement besoin et accroît les recettes fiscales. Le tableau 1 montre que les arrivées de touristes internationaux dans la région de l'ALC ont atteint 52,5 millions de personnes (8,8 p. 100 du total mondial) en 1996. En même temps, le tableau 2 montre que les recettes du tourisme international se sont établies à 33 milliards de dollars US (7,8 p. 100 du total mondial). Seulement deux des 40 principales destinations touristiques du monde font partie de l'ALC. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a classé le Mexique et l'Argentine aux septième et 29e rangs respectivement des destinations touristiques les plus populaires en 1996 (OMT, 1997).

---

4 Pour les besoins de cette étude, la région de l'*Amérique latine et des Caraïbes* comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République dominicaine, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, la Guyane, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

Tableau 1 : Tendances des arrivées touristiques internationales et proportions des arrivées touristiques mondiales

	Arrivées touristiques internationales *(en milliers d'arrivées)*			Proportions des arrivées touristiques mondiales *(%)*		
	1985	1990	1996	1985	1990	1996
Monde	***327 853***	***458 331***	***593 638***	***100,0***	***100,0***	***100,0***
Économies développées	***213 145***	***281 760***	***328 222***	***65,0***	***61,5***	***55,3***
Économies en développement, dont :	***85 730***	***129 848***	***181 937***	***26,1***	***28,3***	***30,6***
Amérique latine	19 886	27 559	38 177	6,1	6,0	6,4
Caraïbes	7 976	11 263	14 352	2,4	2,5	2,4
Afrique	8 982	14 029	15 618	2,7	3,1	2,6
Moyen-Orient	7 463	8 959	15 256	2,3	2,0	2,6
Chine	7 133	10 484	22 765	2,2	2,3	3,8
Autres pays d'Asie	22 331	40 845	60 927	6,8	8,9	10,3
Reste de l'Europe	11 959	16 709	14 842	3,6	3,6	2,5
Économies en transition	***28 978***	***46 723***	***83 479***	***8,8***	***10,2***	***14,1***

Données tirées de l'Organisation mondiale du tourisme, Tendances des marchés touristiques, Édition Les Amériques 1997, Organisation mondiale du tourisme, Madrid, Espagne (1997), pp. 3, 6.

Tableau 2 : Tendances des recettes touristiques internationales et proportions des recettes touristiques mondiales

	Recettes touristiques internationales *(en millions de $ US)*			Proportions des recettes touristiques mondiales *(%)*		
	1985	1990	1996	1985	1990	1996
Monde	***117 643***	***266 207***	***422 745***	***100,0***	***100,0***	***100,0***
Économies développées	***80 386***	***190 913***	***270 274***	***68,3***	***71,7***	***63,9***
Économies développées, dont :	***34 378***	***70 445***	***128 477***	***29,2***	***26,5***	***30,4***
Amérique latine	7 480	12 107	19 780	6,4	4,5	4,7
Caraïbes	4 978	8 748	13 225	4,2	3,3	3,1
Afrique	2 164	4 341	6 036	1,8	1,6	1,4
Moyen-Orient	4 803	5 147	8 037	4,1	1,9	1,9
Chine	1 250	2 218	10 200	1,1	0,8	2,4
Autres pays d'Asie	10 631	30 010	59 340	9,0	11,3	14,0
Reste de l'Europe	3 072	7 874	11 859	2,6	3,0	2,8
Économies en transition	***2 879***	***4 849***	***23 994***	***2,4***	***1,8***	***5,7***

Données tirées de l'Organisation mondiale du tourisme, Tendances des marchés touristiques, Édition Les Amériques 1997, Organisation mondiale du tourisme, Madrid, Espagne (1997), pp. 7, 11.

Entre-temps, trois pays d'ALC se sont classés en 1996 parmi les 40 principaux percepteurs touristiques mondiaux. Selon les données de l'OMT (1997), le Mexique a encaissé des recettes de 6,9 milliards de dollars US (1,6 p. 100 du total mondial) des touristes internationaux en 1996, ce qui le classait au 16e rang mondial des percepteurs de dollars touristiques internationaux. De même, l'Argentine a encaissé en 1996 des recettes de 4,6 milliards de dollars US (1,1 p. 100 du total mondial) et le Brésil a encaissé 2,3 milliards de dollars US (0.5 p. 100 du total mondial. Ces montants amènent l'Argentine et le Brésil au 23e et 40e rangs mondiaux des percepteurs de dollars touristiques. Les annexes 1 et 2 énumèrent les 20 premières destinations touristiques en importance du monde occidental en 1996.

Le marché du tourisme d'agrément réceptif d'ALC a un solide potentiel de croissance si l'on tient compte de l'abondance de ses atouts naturels (dont le sable, la mer et le soleil), de la diversité de ses cultures et de la richesse de son patrimoine historique. De plus, un accroissement de l'intégration économique régionale favorisera fort probablement une hausse du tourisme d'affaires dans la région et à l'extérieur de celle-ci. La possibilité de création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) d'ici 2005 appuiera cette tendance.

Tourisme à l'étranger

Depuis la fin des années quatre-vingt, la croissance du tourisme d'ALC vers l'étranger a considérablement fluctué (Annexe 3). Dans une large mesure, cette évolution traduisait l'irrégularité et la volatilité du rendement économique de la région. La croissance du tourisme vers l'étranger a été particulièrement forte en 1992 (en hausse de 29 p. 100) et en 1994 (en hausse de 14 p. 100). En 1996, la croissance du tourisme d'ALC vers l'étranger est demeurée passablement stable, la région ayant envoyé près de 22 millions de touristes dans le monde (4,2 p. 100 du total mondial), soit 50,6 p. 100 de plus qu'en 1988. Cette croissance représente une augmentation annuelle moyenne de plus ou moins 6 p. 100 pour la période 1988-1996. Entre-temps, les dépenses touristiques internationales effectuées par les voyageurs d'ALC ont atteint près de 18 milliards de dollars US en 1996 (4,7 p. 100 des dépenses touristiques mondiales), soit 122,2 p. 100 de plus qu'en 1988, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne d'environ 14 p. 100 pour la période 1988-1996 (Annexe 4).

Dans la région de l'ALC, un petit nombre de pays sont à l'origine d'une très grande proportion de la totalité des voyageurs et des dépenses touristiques vers l'étranger. En 1996, par exemple, les cinq principaux pays émetteurs de touristes ont été à l'origine de 83 p. 100 des voyages de la région à l'étranger. Le Mexique, à 41 p. 100, a été en importance le premier marché émetteurs de touristes à l'étranger de la région, l'Argentine ayant pris le deuxième rang loin derrière à 18 p. 100, suivie du Brésil (14 p. 100), du Chili (5 p. 100) et de la Colombie (5 p. 100). Cinq pays d'ALC ont également représenté 83 p. 100 des dépenses totales de la région à l'étranger. Les voyageurs brésiliens ont dépensé plus que leurs homologues régionaux en 1996, ayant laissé 5,8 milliards de dollars US à l'étranger (33 p. 100 du total), le Mexique s'étant classé deuxième loin derrière à 19 p. 100, suivi de l'Argentine (13 p. 100), du Venezuela (13 p. 100) et de la Colombie (5 p. 100).

La croissance du tourisme d'ALC à l'étranger, en particulier le tourisme d'agrément, continuera d'être étroitement liée au développement économique actuel et futur. À ce chapitre, les habitudes de voyages et de dépenses des touristes d'ALC à l'étranger seront compromises par la volatilité économique et financière grandissante de la région pour les deux prochaines années environ. Cependant, ce qui inquiète davantage, c'est que la plupart des pays d'ALC feront face à d'importants défis politiques, économiques et sociaux qui limiteront sans doute leur potentiel touristique et de croissance à long terme.

Facteurs touchant le tourisme réceptif et le tourisme à l'étranger

Taux élevé d'inflation

Malgré les succès qu'a connus la région dans sa lutte contre l'inflation, la plupart des économies d'ALC demeurent très vulnérables à une inflation galopante, l'Argentine, le Brésil, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela représentant les économies les plus sujettes à l'inflation dans la région. Le taux annuel moyen d'inflation dans la région de l'ALC, par exemple, s'est élevé à près de 117 p. 100 de 1980 à 1989, de 438 p. 100 en 1990, de 209 p. 100 en 1993 et de 13 p. 100 en 1997 (Annexe 5). De strictes compressions des allocations budgétaires, une demande excédentaire de biens et services de tous genres et d'une main-d'oeuvre qualifiée, un accroissement important de la monnaie, une croissance rapide du crédit, un engorgement chronique des infrastructures et la corruption donneront lieu à une poussée inflationniste dans la région. La possibilité d'une dévaluation étendue des devises exercera une pression inflationniste supplémentaire dans l'ensemble de l'ALC.

Si on ne peut ralentir et contrôler le rythme d'inflation, les taux d'intérêt grimperont tandis que les investissements fixes des entreprises dans de nombreux pays d'ALC diminueront. Ce scénario freinera la production industrielle et nuira à la compétitivité des exportations de la région. Il affaiblira aussi le pouvoir d'achat de nombreux consommateurs d'ALC. Les coûts des voyages augmenteront et il sera par conséquent extrêmement difficile d'épargner pour les vacances. Alors que la région de l'ALC connaîtra un ralentissement économique, les dépenses des consommateurs en biens et services, dont les voyages, qui se font habituellement sur le revenu discrétionnaire, seront reportées ou réduites. La croissance du tourisme de l'ALC à l'étranger s'en trouvera grandement freinée.

Ralentissement de la croissance économique

La région de l'ALC a connu des taux de croissance économique peu impressionnants depuis les 15 dernières années environ (Annexe 6). Comme on pouvait s'y attendre, la croissance annuelle des revenus réels par habitant n'a pas été brillante et elle continue de varier grandement, allant d'un creux de 481 dollars US au Nicaragua à un sommet de près de 6 200 dollars US en Argentine (Annexe 7). Le chômage représente toujours un problème de taille qui s'amplifie. La médiocrité du rendement économique de la région se traduit clairement dans ses indicateurs

socio-économiques en général toujours faibles, dont les taux moyens d'épargne et l'indice du développement humain[5] (IDH) (Annexe 7).

La récente crise financière asiatique et le ralentissement de l'économie japonaise continueront de nuire à de nombreuses économies d'ALC. Un affaiblissement de la demande asiatique se traduira dans les pays d'ALC par une diminution des exportations de marchandises, en particulier des produits à base de ressources, vers l'Asie. D'autre part, les produits bon marché fabriqués en Asie, en particulier les produits à technologie rudimentaire de main-d'oeuvre faiblement rémunérée, inonderont probablement les marchés d'ALC et les marchés d'exportation des pays tiers. De même, les touristes internationaux favoriseront de plus en plus les destinations asiatiques meilleur marché au détriment des destinations touristiques d'ALC. Les arrivées et les recettes du tourisme international dans de nombreux pays d'ALC devraient diminuer dans les prochaines années, traduisant l'incertitude de l'économie mondiale, la faiblesse de la croissance du revenu, l'intensification de la pression concurrentielle et la croissance de l'insécurité d'emploi.

S'il se produit, comme prévu, une autre série de dévaluations des devises asiatiques, en particulier du yuan chinois et du yen japonais, celle-ci forcera la plupart des pays d'ALC à prendre des mesures semblables pour conserver la compétitivité de leurs prix et leurs parts des marchés d'exportation. Un tel scénario entraînera une réorganisation économique et industrielle plus hâtive que souhaitée, même chez les agences de voyages et les voyagistes d'ALC.

La récente crise financière russe menace également d'exacerber les difficultés économiques de nombreux pays d'ALC, ce qui dénote amplement la similitude des structures d'exportation. Pour stimuler les recettes en devises étrangères et servir des dettes étrangères qui gonflent, par exemple, on s'attend à ce que les exportateurs russes pratiquent de plus en plus le dumping de marchandises telles que les minéraux, le pétrole, les métaux, l'acier et les produits du bois sur les marchés mondiaux. La conjugaison de conditions d'offre excédentaire et de diminution de la demande mondiale suppose que les prix des marchandises demeureront faibles ou diminueront durant les prochaines années, ce qui soulève déjà un grave problème de compétitivité pour les économies productrices de ressources et exportatrices de la région de l'ALC et d'ailleurs.

Alors que les conditions de crédit se resserreront, les petites et moyennes entreprises d'ALC éprouveront de plus en plus de difficultés à rassembler des fonds. La hausse des taux d'intérêt obligera des tas d'entreprises à déclarer faillite. De plus, de nombreux emprunteurs au foyer, au budget serré, ne pourront respecter leurs obligations de remboursement. Le secteur financier déjà fragile de la région, en particulier le réseau bancaire, sera coincé par des mauvaises créances et des prêts non productifs. Ce scénario laisse présager une augmentation des défauts et problèmes

---

5 Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1997, p. 14), l'IDH «mesure les réalisations moyennes d'un pays dans trois domaines fondamentaux du développement humain – la longévité, la connaissance et la décence du niveau de vie... l'IDH regroupe ainsi trois variables : l'espérance de vie, le niveau de scolarité (l'alphabétisation des adultes et l'inscription au primaire, au secondaire et au tertiaire) et le PIB réel par habitant (en $PPA)». Un IDH d'une valeur égale ou supérieure à 0,800 signale un développement humain élevé; des valeurs variant de 0,500 à 0.799 indiquent un développement humain moyen; des valeurs inférieures à 0,500 correspondent à un faible développement humain.

de remboursement. Une plus petite partie du produit intérieur brut (PIB) d'ALC sera dépensée pour les voyages dans les deux à cinq prochaines années.

La prévision de croissance de l'ALC en 1998 a déjà été révisée à la baisse, passant de 5,5 p. 100 à 2,5 à 3 p. 100 (Velocci, Jr, 1998; Phillips, 1998). Avec la détérioration des conditions financières mondiales, on assistera probablement à un nouveau ralentissement dans la plupart des économies exportatrices d'ALC, ce qui limitera grandement la production et croissance de l'emploi et réduira de ce fait les possibilités de reprise rapide de l'activité économique et des exportations dans la région. On ne prévoit pas de changement radical des revenus réels par habitant pour la très grande majorité des résidents d'ALC dans les prochaines années.

Pour accroître de façon notable le bien-être matériel de la majorité de leurs citoyens, les pays d'ALC devront atteindre et conserver des taux de croissance supérieurs à six pour cent (Mann, 1998). Pourtant, selon les statistiques du Fonds monétaire international (FMI) (FMI, 1998), le PIB réel n'a jamais franchi ce seuil de croissance depuis une décennie et demie. Ainsi, des données récentes du FMI montrent que la région de l'ALC a connu un taux réel moyen de croissance annuelle de seulement 2,2 p. 100 de 1980 à 1989 (Annexe 6). Les mêmes données indiquent aussi que la croissance dans la région a varié de 0,7 p. 100 en 1990 à 3,2 p. 100 en 1992, à 5,1 p. 100 en 1994 et à 5,0 p. 100 en 1997. Il s'agit là de taux de croissance beaucoup trop faibles pour avoir une incidence notable sur les efforts d'atténuation de la pauvreté et de création d'emplois. Par contraste, l'Asie a connu des taux réels moyens de croissance annuelle de 7,0 p. 100 de 1980 à 1989, de 5,6 p. 100 en 1990, de 9,5 p. 100 en 1992, de 9,6 p. 100 en 1994 et de 6,7 p. 100 en 1997.

Rien, sur le plan statistique, n'indique clairement que la plupart des pays d'ALC pourront réaliser, et encore moins conserver, des taux de croissance économique de l'ordre de six pour cent au cours de la prochaine décennie. En fait, selon un rapport récent de la Banque interaméricaine de développement (BID) (1997, p. 32), «dans le cadre des politiques actuelles, les économies de la région peuvent aspirer à une croissance annuelle moyenne de seulement 4 p. 100... mais même avec d'autres réformes, la région ne pourrait aspirer qu'à une croissance annuelle de 5,5 p. 100». Ces contraintes restreindront la croissance de l'industrie touristique de la région.

Accroissement de l'écart entre riches et pauvres

Selon des estimations récentes, dans la région de l'ALC, «les 20 p. 100 les plus pauvres de l'ensemble de la population reçoivent seulement trois pour cent du revenu total tandis qu'à l'autre extrémité, les 20 p. 100 les plus riches touchent 60 p. 100, soit les mêmes proportions qu'au début des années soixante-dix» (BID, 1997, p. 40). Par ailleurs, d'après une autre estimation inquiétante, le nombre de personnes qui survivent avec un revenu quotidien inférieur à 2 dollars US pourrait s'élever à 150 millions, soit environ un tiers de la population de la région (Lustig et Deutsch, 1998). Selon une récente information de presse, plus du quart (26,3 millions) de la population du Mexique (95 millions), «vit dans une pauvreté extrême, en hausse par rapport à 24 millions de personnes il y a quelques mois et à 17 millions il y a quatre ans» (Scoffield,

1998, p. B1). L'intensification de la crise financière mondiale ne fera qu'aggraver le fléau de la pauvreté dans la région.

Tableau 3 : Population de classe moyenne/supérieure par région (en milliers) et proportion de la population totale des régions[1] (en pourcentage)

Région	(en milliers)			(en pourcentage)		
	1990	2000	2010	1990	2000	2010
Afrique	28 805	43 245	72 620	4,6	5,3	6,9
Asie du Sud	62 794	118 234	212 609	5,6	8,6	13,3
Extrême-Orient	213 940	342 920	501 961	11,8	16,8	22,5
Moyen-Orient	33 847	46 469	77 202	13,5	14,6	19,6
Amérique latine	70 301	117 580	200 587	16,0	22,8	34,1
Europe de l'Est	211 784	156 285	240 222	60,6	44,3	66,9
Europe de l'Ouest	295 534	315 383	343 452	77,5	80,2	86,9
Amérique du Nord	234 222	258 279	284 050	84,6	84,5	86,2
Total mondial	1 153 217	1 400 395	1 934 713	21,9	22,9	27,9

[1] Selon Abolfathi (1997, p. 12), la classe moyenne 'comprend en général les membres des familles (c.-a.-d. les ménage à l'exclusion des serviteurs et autres employés du ménage) touchant un revenu familial de plus de 12 000 à 18 000 dollars et de moins de 125 000 dollars au taux de change PPA (parité des pouvoir d'achat)1995... La classe supérieure comprend les personnes faisant partie de familles touchant un revenu familial de plus de 125 000 aux taux de change PPA 1995'

Données tirées de Farid Abolfathi, ' Using Middle/Upper-Class Population Data to Assess Global Markets', World Economic Outlook Second Quarter 1997, Volume 1 Global and Regional Overviews, DRI/McGraw-Hill (1997), pp. 9-13.

Avant l'apparition des problèmes financiers en Asie et en Russie, on estimait que la région de l'ALC pourrait compter d'ici l'an 2000 jusqu'à 120 millions de membres (23 p. 100 du total d'ALC) des classes moyenne et supérieure. Le tableau 3 présente ces prévisions. Mais si, selon toute probabilité, la croissance des revenus par habitant et de l'emploi ralentit, il y aura sans doute moins de personnes qui entreront ou resteront dans ces classes au cours des prochaines années. La réduction ou la suppression graduelle de la plupart des programmes d'allocations de la région pour des biens et services de tous genres, dont la nourriture, l'essence et l'électricité, de même que la déréglementation continue, la privatisation généralisée, la réduction des effectifs du secteur public et le regroupement des sociétés accentueront les écarts déjà grands et croissants entre riches et pauvres d'ALC. La concentration du revenu et de la richesse s'accélérera. Les nouvelles démocraties de la région feront face à une escalade de pressions de la part d'un nombre croissant de syndicats et de travailleurs mécontents et de plus en plus pauvres. Il en résultera probablement de l'instabilité sociale et politique.

Au cours de la prochaine décennie, la sécurité économique demeurera primordiale pour la majorité des personnes vivant dans la région. De nombreux résidents d'ALC seront forcés de consacrer le plus gros de leur revenu annuel à la satisfaction de leurs besoins essentiels tels que la nourriture, les vêtements et le logement. En conséquence, il est peu probable qu'il devienne prioritaire pour ces gens dans un avenir rapproché de prendre des vacances à l'étranger. Les spécialistes du marketing touristique feront face à une concurrence accrue dans la quête et la rétention des voyageurs du marché supérieur des voyages d'agrément long-courriers d'ALC.

Expansion urbaine tentaculaire

La région de l'ALC est très urbanisée, plus des trois quarts de la population vivant dans des villes (Rojas, 1997). En 1996, seulement cinq pays d'ALC avaient des populations urbaines de moins de la moitié de leurs populations totales : la Guyane (37 p. 100), le Guatemala (42 p. 100), El Salvador (48 p. 100), le Honduras (49 p. 100) et le Costa Rica (49 p. 100). Les ressources limitées de marketing et de publicité touristiques viseront de plus en plus les marchés et les villes où la croissance de l'emploi et du revenu personnel est la plus rapide. Ces villes sont : Buenos Aires, Mexico, Rio de Janeiro, Sao Paulo et Santiago. L'urbanisation continue exacerbera les problèmes politiques, économiques, sociaux et environnementaux urbains au cours des deux à cinq prochaines années.

Dans la région de l'ALC, on estime que «300 millions de citadins produisent chaque jour 225 000 tonnes de déchets solides, dont le plus gros est rejeté dans des nappes d'eau, des dépotoirs à ciel ouvert et des marais, contaminant les eaux de surface et souterraines» (Banque mondiale, sans date (a), p. 1). Pire, moins de «5 p. 100 des eaux usées des villes» sont traitées... L'air urbain est gravement pollué par les émissions des véhicules automobiles et les émissions industrielles brutes» (Banque mondiale, sans date (a), p. 1). La conjugaison de la croissance de la population, de la pauvreté chronique et de l'urbanisation continuera d'exercer une pression supplémentaire sur l'apport d'aliments, d'eau et d'énergie et sur la terre, l'air et l'environnement de la région.

Les récents feux de forêt au Brésil, en Colombie, au Guatemala, au Honduras, au Mexique et au Nicaragua ont non seulement aggravé les problèmes de qualité de l'air dans la région mais ont aussi détruit plus de 60 000 kilomètres carrés de terrain forestier (Linden, 1998). Des lieux historiques, des parcs nationaux et d'autres trésors naturels ont été exposés à un risque accru, ce qui a nuit aux efforts de promotion de l'industrie touristique de la région, en particulier des voyages d'intérêt spécial comme l'écotourisme.

Menaces à la sécurité

On rapporte qu'il y a eu 6 000 enlèvements en Amérique latine et aux Caraïbes en 1995, ce qui en fait la région la plus propice aux rapts dans le monde (Bamrud, 1996). Plus des deux tiers (4 000) de ces enlèvements ont eu lieu en Colombie. Le nombre d'enlèvements fut également alarmant au Brésil (800), en Équateur (200), au Venezuela (200), au Guatemala (100) et au Pérou (100). [En 1994, 1 400 enlèvements ont eu lieu au Mexique (Macko, 1997)]. Plus récemment, on a indiqué que l'Amérique latine, en particulier la Colombie, continuait d'enregistrer le plus grand

nombre d'enlèvements dans le monde (Timmins, 1998). Fait plus révélateur, les spécialistes de la sécurité industrielle estiment que près de la moitié des assurances contre les enlèvements et les demandes de rançons dans le monde couvrent l'Amérique latine et les Caraïbes (Bamrud, 1996; Macko, 1997). Si la tendance actuelle aux enlèvements devait persister, la vulnérabilité des cadres et des vacanciers étrangers à des préjudices et blessures graves, à des extorsions, à des vols et à des enlèvements augmentera.

Dans de nombreux pays d'ALC, l'activité criminelle contre les visiteurs étrangers est un problème croissant. Par exemple, une récente information de presse indiquait qu'à Mexico «20 touristes en moyenne sont victimes chaque jour d'une attaque dans la ville... les crimes et les vols les plus courants se produisant dans les rues, les hôtels ou les taxis» (Stevenson, 1998a, p. A14; Cothran et Cothran, 1998). Dans de nombreux pays de la région, la pauvreté chronique, l'accroissement de la concentration du revenu et de la richesse, la faiblesse du filet de sécurité sociale, la hausse du chômage, l'étendue du trafic de stupéfiants, le laxisme des régimes juridiques et de réglementation, l'augmentation des investissements étrangers et la démobilisation continue des forces armées et de la guérilla favoriseront une hausse des occasions d'actes criminels liés au tourisme. L'étendue et la gravité des crises économiques et financières internationales actuelles ne font qu'appuyer la tendance vers une augmentation du nombre de victimes d'enlèvement dans la région et ailleurs.

Dans toute la région de l'ALC, l'érosion croissante de l'ordre public rendra l'administration publique et l'exercice de l'autorité très difficiles. La sécurité nationale et la sécurité publique seront exposées à un risque accru. Les efforts de développement du tourisme enclavé seront compromis[6] (Cothran et Cothran, 1998). Si le problème n'est pas réglé, «la mauvaise presse sur la sécurité de toute destination touristique tendra à réduire la demande vers cette destination, d'autant plus que l'offre s'accompagne habituellement d'une multitude de solutions de rechange» (Brayshaw, 1995, p.70). Ce scénario réduira la compétitivité relative à long terme de nombreux pays d'ALC en tant que destinations de voyages d'affaires et d'agrément.

Alors que l'importance économique du tourisme s'accroît dans de nombreux pays d'ALC, «les dommages reliés à la chute de la demande touristique due à des problèmes de sécurité peuvent affecter des millions de personnes qui dépendent de cette demande» (TTA, 1994, p. 69). Pour contrer l'image nuisible des destinations à risque élevé, les agents touristiques régionaux d'ALC devront prendre de nouvelles «mesures pour combattre la crainte de la criminalité et des mesures pour prévenir les crimes» (Brayshaw, 1995, p. 67). Ces mesures comprennent, entre autres : un raffermissement de l'application de la loi, un rapprochement des relations de travail avec les médias, l'intensification des campagnes promotionnelles et une augmentation de la diffusion de documentation sur la sécurité (Brayshaw, 1995). Dans le climat financier actuel, ces mesures exerceront une pression accrue sur les budgets déjà fragiles de nombreux pays d'ALC.

---

6 Cothran et Cothran (1998, p. 485) ont souligné récemment qu'il y a «des risques pour le tourisme enclavé aussi bien que pour le tourisme non enclavé. Il se peut que le tourisme enclavé soit moins exposé à la criminalité quotidienne mais plus exposé au risque d'une attaque terroriste de grande envergure sur une cible invitante tandis que le tourisme non enclavé est davantage exposé à la criminalité quotidienne».

Risques pour la santé publique

La Banque mondiale estime qu'il pourrait y avoir plus de 30 millions de personnes contaminées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) dans le monde (Banque mondiale, sans date (b)). De ce nombre, 1,6 million (5,3 p. 100) de personnes infectées par le VIH vivent en Amérique latine et aux Caraïbes. On estime que plus de la moitié des pays d'ALC «ont des épidémies concentrées de VIH/SIDA, ce qui implique que le VIH s'est grandement répandu chez les personnes au comportement à risque le plus élevé et qu'il devrait se propager davantage dans le reste de la population» (Groupe de la Banque mondiale, sans date, p. 1). Entre-temps, six pays d'ALC ont «un faible taux de prévalence du VIH tandis qu'il y a des épidémies à la Guyane et à Haïti» (Groupe de la Banque mondiale, sans date, p. 1).

On croit que «le taux élevé de prévalence du VIH chez les consommateurs de stupéfiants par injection, les homosexuels, les hommes bisexuels et les travailleurs du sexe en Amérique latine laisse supposer que dans bon nombre de ces pays le virus est sur le point de se propager aux partenaires sexuels à faible risque des personnes qui ont des comportements à risque élevé» (Groupe de la Banque mondiale, sans date, p. 1). Et pour envenimer les choses, «les données épidémiologiques laissent supposer que les jeunes (de sexe féminin en particulier) âgés de 15 à vingt-cinq ans sont les plus vulnérables à l'infection» (Banque mondiale, 1996, p. 1). Ces données ont de graves implications en ce qui touche la propagation et l'incidence du VIH/SIDA étant donné que «c'est ce groupe qui a tendance à être très mobile ou engagé dans l'industrie touristique ou l'industrie du sexe commercialisé mais qui a habituellement le moins accès aux programmes gouvernementaux ou internationaux relatifs au VIH/SIDA» (Banque mondiale, 1996, p. 1).

Les spécialistes de la santé publique estiment que dans les pays en développement il en coûte annuellement 10 000 à 15 000 dollars US pour traiter les victimes du SIDA au moyen d'une thérapie anti-rétrovirale à triple médication (Ainsworth 1998; Gatti, sans date; Picard 1998). Les estimations des coûts des traitements contre la tuberculose ne sont pas faciles à obtenir pour les pays en développement. Toutefois, pour comparer, on estime que le coût de traitement de la tuberculose dans les pays développés est d'environ 2 500 à 12 000 dollars US par patient et qu'il s'élève à 25 000 à 300 000 dollars US dans les cas de tuberculoses antibio-résistantes (Pirages, 1996; Jacobs, 1997). La pauvreté chronique, la détérioration de l'approvisionnement en eau, la mauvaise qualité des installations sanitaires, l'ampleur du surpeuplement urbain, l'aggravation des problèmes de budget et de financement, la faiblesse des infrastructures de services de santé et l'escalade des coûts de traitement des maladies feront obstacle aux efforts de détection et de traitement des maladies infectieuses de la région. Ce contexte favorisera la propagation et l'incidence de maladies transmissibles et très infectieuses, dont le choléra, la tuberculose et le VIH/SIDA dans l'ensemble de l'ALC et ailleurs.

Dans ce contexte, il est très possible que la santé des cadres et des touristes d'agrément étrangers voyageant dans des zones d'ALC à risque élevé soit menacée. Les principales destinations touristiques d'ALC seront la cible d'une couverture médiatique internationale défavorable et subiront une baisse de la demande des consommateurs. Il est généralement reconnu qu'une

couverture médiatique défavorable «peut balayer plusieurs années de croissance et de développement touristiques et infliger à une destination plusieurs années supplémentaires de perte de croissance de «tendance» avant que la cause de la perturbation soit supprimée ou que la mémoire des touristes leur fasse défaut» (TTA, 1994, p. 70). Ce scénario imposerait un lourd fardeau financier aux économies déjà à court d'argent de la région.

Inadéquation des infrastructures

Des décennies de conflit civil, l'ampleur du sous-investissement et le redressement et l'assainissement des finances ont laissé les infrastructures physiques et sociales de la région dans un très mauvais état (Annexe 8). La plupart des pays d'ALC devront améliorer et moderniser considérablement leurs infrastructures pour soutenir le progrès socio-économique et le développement touristique. La Banque mondiale estime que l'investissement dans les infrastructures d'ALC, en particulier dans le secteur de la production d'électricité, les réseaux de transport, les systèmes d'alimentation en eau et d'hygiène publique et le secteur des télécommunications, devra atteindre quelque 60 milliards de dollars US par an jusqu'à l'an 2005. De nombreux pays d'ALC devront donc emprunter des dizaines de milliards de dollars sur les marchés internationaux des capitaux.

Mais la récente crise économique et financière mondiale a rendu les investisseurs internationaux extrêmement méfiants et l'emprunt très coûteux, ce qui retardera l'amélioration et le développement pourtant urgents des infrastructures dans de nombreux pays d'ALC et ailleurs. Alors que les infrastructures économiques et touristiques de la région continueront de se détériorer, l'attrait qu'exercent de nombreux pays d'ALC en tant que destinations touristiques diminuera. Et cette diminution de l'attrait aura à son tour une incidence nuisible sur la croissance de l'emploi et de l'économie dans la région, ce qui compliquera davantage les efforts d'atténuation de la pauvreté.

On a indiqué récemment que la conjugaison de la hausse rapide de la propriété de voitures, du caractère inadéquat des réseaux de transport routier et de la faiblesse de l'application de la loi sur la circulation entraînerait une augmentation des coûts liés à la santé (décès et blessures de la route) et à l'environnement (émissions de gaz à effet de serre) (Gee, 1998, p. A15). D'après une étude récente des accidents de la route, «un pays comme le Mexique peut s'attendre à perdre jusqu'à un pour cent de son produit intérieur brut annuel en raison des coûts médicaux et de la perte de productivité» (Gee, 1998, p. A15). Encore ici, cette situation réduira le pouvoir d'attraction de ces pays en tant que destinations touristiques.

Tout aussi important, l'incapacité de l'industrie hôtelière de la région de suivre le rythme d'accroissement de la demande d'installations et de commodités modernes, dont des hôtels de première classe, de milieu de gamme et économiques, fera obstacle au développement touristique dans les principaux lieux d'ALC (Tableau 4). Une réduction des arrivées de touristes entraîne une diminution des recettes en devises étrangères qui, à son tour, accroît la probabilité d'une nouvelle accumulation de la dette étrangère et d'un accroissement du fardeau du service de la dette. Les pays d'ALC à court d'argent sont plus susceptibles de se trouver en défaut de paiement de leurs engagements financiers contractuels avec l'étranger.

Tableau 4 : Taille et étendue de l'industrie hôtelière mondiale (1995)

Région	Hôtels *(nombre)*	Chambres *(en milliers)*	Recettes touristiques *(en millions de $ US)*	Employés *(en milliers)*
Afrique	***10 769***	***384***	***6 981***	***1 259***
Amériques, dont :	***87 969***	***4 494***	***100 185***	***4 062***
Caraïbes	5 290	165	12 536	278
Amérique centrale	1 160	48	1 530	232
Amérique du Sud	14 576	527	10 808	1 284
Amérique du Nord	66 943	3 754	75 313	2 268
Asie-Pacifique	***37 148***	***1 701***	***77 223***	***2 862***
Moyen-Orient	***4 735***	***179***	***7 285***	***455***
Europe	***171 123***	***5 492***	***207 351***	***2 679***
Total	***311 744***	***12 249***	***399 004***	***11 317***

Données tirées de l'Organisation mondiale du tourisme, Tendances des marchés touristiques, Édition Les Amériques 1997, Organisation mondiale du tourisme, Madrid, Espagne (1997), p. 28.

Contraintes provenant de la capacité de l'aviation

On prévoit que dans la région de l'ALC, les taux moyens de croissance du transport aérien de passagers dépasseront 8 p. 100 en Amérique du Sud et 5 p. 100 en Amérique centrale de 1998 à 2007 (Boeing Commercial Airplane Group, 1998). Pourtant, la région de l'ALC a toujours l'une des flottes les plus modestes et les plus vieilles du monde. Au milieu de 1996, l'âge moyen du parc aérien dépassait 18 ans et sa taille était d'un peu plus de 800 avions (Shapinker, 1996). Pour placer ces données en contexte, au Brésil par exemple, «il y a un million de personnes pour chaque avion à réaction en exploitation; aux États-Unis, il y a un avion à réaction pour chaque tranche de 50 000 personnes» (Dyer, 1998a, p. 7). Le coût du transport aérien demeurera bien au-delà de la portée de la plupart des gens ordinaires dans de nombreux pays d'ALC. Actuellement, «le transport aérien au Brésil a atteint seulement 20 p. 100 du niveau de la Corée du Sud» (Dyer, 1998a, p. 7). En l'absence de réductions prononcées des coûts du transport aérien, le développement de la circulation aérienne de passagers et de marchandises dans la région sera sérieusement entravé.

Dans la région de l'ALC, la sécurité de la circulation aérienne demeure une grave préoccupation. Par exemple, selon une étude des accidents d'avion réalisée par la Flight Safety Foundation, des États-Unis, de 1984 à 1995 «les aéroports d'Amérique latine ont connu en moyenne 32 accidents par million d'atterrissages» (Associated Press, 1998), ce qui en fait la région du monde la plus sujette aux accidents d'avion. Par comparaison, les aéroports d'Afrique ont connu 30 accidents par million d'atterrissages, suivis des aéroports d'Europe de l'Est (20), de l'Asie-Pacifique (18), du Moyen-Orient (11), de l'Europe de l'Ouest (9) et de l'Amérique du Nord (4) (Associated Press, 1996). Si les taux actuels d'accidents d'avion à l'atterrissage persistent, la confiance du public à l'égard de la sécurité aérienne s'en trouvera davantage minée et on assistera à une réduction du trafic voyageurs et marchandises à l'intérieur et à l'extérieur de la région d'ALC. L'âge du parc aérien d'ALC accentuera également les inquiétudes nationales et internationales relatives aux émissions de gaz des moteurs et à leur contribution à l'effet de serre et au réchauffement de la planète. On peut s'attendre à ce que les groupes écologistes intensifient leurs pressions en faveur de la lutte contre les émissions.

Tableau 5 : Taux de croissance du transport aérien[1]

Monde	1998-2007 (taux annuel de croissance, en pourcentage)
Chine	8,4
Amérique du Sud	8,1
CIS	7,6
Asie du Sud-Ouest	6,9
Asie du Nord-Est	6,9
Asie du Sud-Est	6,1
Afrique	6,0
Amérique centrale	5,4
Moyen-Orient	5,2
Europe	4,7
Océanie	4,1
Amérique du Nord	3,5
Monde	5,0

[1] Revenu passagers-kilomètres : le nombre de passagers multiplié par le nombre de kilomètres qu'ils parcourent. Données tirées de Boeing Commercial Airplane Group, 1998, Current Market Outlook, Seattle, Washington, É.-U. (juin 1998), p. 23.

Le coût de remplacement et d'accroissement du parc aérien et d'amélioration des systèmes de contrôle des aéroports et de la circulation aérienne d'ALC sera immense, en particulier au Brésil, en Argentine, au Mexique et au Chili, pays qui ont les besoins d'investissement dans l'aviation les plus importants de la région. Toutefois, la gravité de la crise financière mondiale actuelle laisse fortement supposer que les gouvernements consacreront moins de ressources à la modernisation de l'infrastructure désuète de transport aérien de la région. Pour moderniser son industrie aéronautique et développer de nouveaux marchés, les autorités d'ALC continueront de rechercher activement des alliances stratégiques, des accords de partage de dénominations ou de services conjoints, la privatisation, la réorganisation de l'industrie et le raffermissement de l'investissement étranger.

Alors que la capacité des lignes aériennes de nombreux pays d'ALC s'accroîtra, l'augmentation de la concurrence entraînera une diminution du coût des vols du court terme au moyen terme. Le transport aérien s'en trouvera plus abordable pour un grand nombre de résidents d'ALC. L'amélioration du service aérien des points de vue des liaisons et des vols sans escale stimulera également la croissance du tourisme vers des destinations anciennes et nouvelles à l'intérieur comme à l'extérieur de la région. À long terme, les forces et les tendances qui stimuleront le changement dans l'industrie de l'aviation de la région comprennent : l'expansion économique mondiale, les faits nouveaux touchant les coûts des lignes aériennes (main-d'oeuvre, capitaux, terrain et carburant), la congestion des aéroports, la déréglementation des lignes aériennes, la mondialisation et la réglementation environnementale (OACI, 1997).

Piège de la dette

Selon de récentes données de la Banque mondiale, les niveaux d'endettement extérieur de nombreux pays d'ALC demeurent très élevés malgré des années de réformes structurelles douloureuses et d'ententes de réaménagement de la dette.[7] En 1996, la dette extérieure de la région s'élevait à quelque 616 milliards de dollars US comparativement à environ 242 milliards de dollars US en 1980, ce qui représente une augmentation de 154 p. 100 (Tableau 6). Les dettes de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Mexique[8], du Pérou et du Venezuela constituaient environ 90 p. 100 (soit 551 milliards de dollars US) de la dette extérieure totale de la région. Le solde (65 milliards de dollars US) était détenu par les petits pays débiteurs de la région. Les récentes crises financières asiatique et russe et l'accroissement de la volatilité

---

7 Pour un exposé détaillé des dettes extérieures de l'Asie-Pacifique et de l'ALC, voir Nicolino Strizzi et G.S. Kindra, Foreign Debt in Asia Pacific and the Latin American and Caribbean Region: Is There a Cause for Concern?, European Business Review, Volume 98, numéro 4, 1998, pp. 235-244.

8 L'épuration des mauvais prêts consentis par le système bancaire mexicain, qui a frôlé la faillite par suite de la crise du peso de 1994, coûtera environ 60 milliards de dollars US aux contribuables (*Financial Times*, 1998a). Selon une information de presse, bon nombre des banquiers mexicains, hier très respectés, sont actuellement «en prison ou se cachent, dénoncés comme des gredins qui ont mis les institutions financières en faillite et laissé aux contribuables, dont la plupart n'ont même pas de compte bancaire, le soin de rembourser des milliards de dollars de mauvaises créances» (Stevenson, 1998b, p. A10). Entre-temps, selon une autre information de presse récente, «la Suisse a ordonné la confiscation d'environ 114 millions de dollars (US) en comptes appartenant à l'ancien président du Mexique, Carlos Salinas de Gortari» (*Associated Press*, 1998, p. A11).

économique de l'ALC limiteront sérieusement l'accès des pays d'ALC lourdement endettés aux marchés internationaux des capitaux, ce qui augmentera leurs coûts d'emprunt.

Étant donné qu'une grande proportion des dettes extérieures des pays d'ALC est libellée en dollars US (Tableau 6), la région est lourdement exposée à des fluctuations abruptes des taux d'intérêt américains et à des changements soudains des perceptions du marché financier. Une augmentation des taux d'intérêt accroît le risque de défaut de paiement à grande échelle de la part des débiteurs et de pertes financières massives chez les pays les plus lourdement endettés en dollars. Un tel scénario pourrait éventuellement déstabiliser tout le système financier international. Les banques américaines subiraient les pertes financières les plus grandes en raison de leurs importantes créances dans la région.[9]

D'autres indicateurs du fardeau de la dette de la région, dont le ratio du service de la dette, le radio de la dette au PIB et le ratio de la dette aux exportations, sont près ou bien au-delà des seuils d'alerte reconnus internationalement (Tableau 6). Alors que les ratios de risque continueront de se détériorer, les pays d'ALC lourdement endettés en dollars, en particulier l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela, pourraient faire face à de graves problèmes de service de la dette d'ici un an ou deux. Des dévaluations marquées des devises provoqueront aussi une hausse des coûts du service de la dette extérieure, ce qui resserrera les ressources dont ont sérieusement besoin les secteurs des finances et de la production d'ALC. Les obligations lourdes et croissantes de la région dans les domaines de l'éducation, des services de santé et des pensions exerceront une pression accrue sur des équilibres financiers déjà précaires.

---

9 Selon des estimations récentes, les créances des banques américaines dans la région s'élèvent à 76,4 milliards de dollars US, le Brésil en détenant 27,2 milliards de dollars (Beckett, 1998). Entre-temps, «une étude récente des 26 principaux fonds d'endettement des marchés naissants, réalisée par Merril Lynch, a permis de constater que 20 p. 100 de leurs actifs étaient brésiliens» (Dyer, 1998b, p. 8). De même, plus de 2 000 entreprises américaines font actuellement des affaires au Brésil et environ 405 des 500 premières sociétés multinationales en importance de ***Fortune Magazine*** ont des filiales au Brésil (Dyer, 1998b).

Tableau 6 : Pays d'Amérique latine et des Caraïbes : Ratios de risque choisis (1996)

Pays	Niveau d'endettement extérieur *(en milliards de dollars US)*		Ratio du service de la dette *(%)*	Ratio de la dette au PIB *(%)*	Ratio de la dette aux exportations *(%)*	Ratio des intérêts aux exportations *(%)*	Réserves en devises *(en milliards de dollars US)*	Réserves en devises aux exportations *(mois)*	Ratio de la dette à court terme à la dette à long terme *(%)*	Proportion en devises de la dette à long terme *(% de dollars US)*
	1980	1996								
Argentine	27,2	93,8	44,2	32,3	295,7	18,6	19,7	6,5	13	57,5
Argentine	27,2	93,8	44,2	32,3	295,7	18,6	19,7	6,5	13	57,5
Bolivie	2,7	5,2	30,9	80,9	387,9	13,7	1,3	7,8	7,2	35,1
Brésil	72,9	179	41,1	24,5	293,2	17,4	59,7	8,3	19,8	69,2
Chili	12,1	27,4	32,3	37,9	141,3	8,2	15,5	8,2	25,5	45,9
Colombie	6,9	28,9	34,6	35,3	184,8	13	9,7	5,6	20,4	61,9
Costa Rica	2,7	3,5	14,1	38,4	83,4	5,2	1	--	10,8	54,2
Cuba	-[1]	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Rép. dominicaine	2	4,3	11,4	33,8	110,9	5,1	0,4	0,8	16,1	64,8
Équateur	6	14,5	22,6	82,1	249	11,5	2	4,2	11	74
El Salvador	0,9	2,9	9,5	27,9	87,3	4,1	1,1	--	20,6	54,7
Guatemala	1,2	3,8	11	24,3	117,8	5	0,9	3	23,7	61,5
Guyane	0,8	1,6	--	245,9	--	--	0,3	--	5,7	59,5
Honduras	1,5	4,5	28,8	111,1	227,2	8,8	0,3	--	9,3	49,4
Jamaïque	1,9	4	18	94,3	106,5	6	0,9	--	14,2	47,5
Mexique	57,4	157,1	35,4	48,9	136,4	10,2	19,5	2	19,1	67,8
Nicaragua	1,7	5,9	24,2	354,6	649,6	9,6	0,2	1,5	13,1	60,1
Panama	3	7	10,7	86,6	78,6	5,5	0,9	1,1	23,6	85,7
Paraguay	1	2,1	5,5	22,4	49,2	2,4	0,9	3,8	34,7	34,8
Pérou	9,4	29,2	35,4	49,1	352,4	20,6	11	10,9	22,1	48
Uruguay	1,7	5,9	15,6	32,8	138,5	8,6	1,9	4,9	28,1	61,3
Venezuela	29,3	35,3	16,8	53,7	131,8	8	16	10,6	8,2	70,2
TOTAL	242,3	615,9					163,2			
Seuils critiques des ratios d'endettement			20	85	150-200	12		3	25	

[1] (-) données non disponibles.

Données tirées de la Banque mondial, Finances du développement mondial, Tableaux des pays 1998. Banque mondiale, Washington, D.C. (Mars 1998).

Les exportateurs de ressources d'ALC, en particulier de cuivre, de pétrole et de produits de la ferme, seront les plus exposés à une baisse des prix des marchandises. Ces pays connaîtront par conséquent une diminution des recettes en devises étrangères, une baisse des revenus gouvernementaux et une hausse des déficits des transactions courantes. On estime ainsi que les marchandises «représentent 60 p. 100 des exportations du Chili tandis que le pétrole représente 40 p. 100 des revenus du gouvernement du Mexique» (Chote et Dombey, 1998, p. 17). Ce scénario, conjugué à la surcapacité mondiale, à la faiblesse de la demande, à la hausse des taux d'intérêts mondiaux, aux réorganisations massives, à l'accroissement des prêts bancaires non productifs, à la montée des pressions financières et à la diminution de la circulation aérienne, affaiblira davantage la capacité et la volonté des pays d'ALC lourdement endettés d'assurer un service de la dette en parfaite conformité avec leurs obligations contractuelles étrangères.

Selon de récentes informations de presse, le Brésil devrait bénéficier d'un programme d'aide financière du FMI qui pourrait totaliser entre 30 milliards et 50 milliards de dollars (US) (***Financial Times***, 1998b; ***Economist***, 1998).[10] Une aide financière de plusieurs milliards de dollars devrait également être consentie au Brésil par la Banque mondiale et la BID (Bloomberg, 1998).[11] Le FMI, la Banque mondiale et la BID ont octroyé 5,7 milliards de dollars US à l'Argentine pour couvrir les besoins de financement à court terme (Warn, 1998; McKenna, 1998). Entre-temps, des pourparlers sont en cours entre l'Équateur et le FMI, la Banque mondiale et la BID en vue d'une aide financière qui pourrait totaliser 1,2 milliard de dollars US (Newsome, 1998). De plus, la Bolivie a obtenu récemment une exonération de remboursement de prêt de quelque 760 millions de dollars du FMI et de la Banque mondiale (Bowen, 1998). On ne devrait pas écarter la possibilité d'une autre série, encore plus coûteuse, de contributions financières de plusieurs milliards de dollars dirigée par le FMI pour les pays d'ALC lourdement endettés étant donné que des dizaines de milliards de dollars de dette extérieure arriveront à échéance d'ici un à deux ans.[12] La demande de capitaux par les pays d'ALC déjà perturbés financièrement sera énorme au cours des prochaines années.

Il est vrai que les programmes d'aide financière internationale atténueront temporairement les besoins de financement et les problèmes de paiement croissants des bénéficiaires. L'inconvénient, toutefois, c'est que ces programmes d'aide financière de plusieurs milliards de dollars contribueront à accroître davantage la dette extérieure et les coûts du service de la dette,

---

10 Les réserves en devises du Brésil ont diminué de quelque 25 milliards de dollars US de août à octobre 1998, en grande partie en raison d'une évasion massive de capitaux vers la sécurité et de la hantise croissante d'une dévaluation de la monnaie brésilienne (Dyer, 1998c). La Colombie fut le premier pays d'ALC à dévaluer sa monnaie (2 septembre 1998), suivie peu après de l'Équateur (14 septembre 1998). Pour le moment, on craint de voir le Brésil et le Venezuela forcés de dévaluer leur monnaie devant la hausse de la pression économique et financière. On estime que le Brésil représente environ 45 p. 100 du PIB d'ALC et «une perte de confiance dans le Brésil provoquerait un net repli dans les pays s'étendant de l'Argentine au Mexique» (Dyer, 1998b, p. 8).

11 On a indiqué récemment qu'«à la fin de juin [1998], le secteur privé brésilien devait une somme mirobolante de 140 milliards de dollars (US) à l'étranger, la dette la plus élevée, et de loin, de tout pays en développement. Sur ce montant, 32 milliards de dollars doivent être remboursés en moins d'un an tandis que les autres 108 milliards de dollars doivent arriver à échéance dans plus d'un an. La dette extérieure du secteur public brésilien s'élevait à 86 milliards de dollars en juin» (Fritsch et Murray, 1998, p. B7). Tout aussi inquiétant, l'Argentine «fait face à des amortissements de la dette qui totaliseront l'an prochain 11,5 milliards de dollars [US]...» (Warn, 1998, p. 3).

12 Depuis 1997, le FMI a organisé des programmes d'aide financière de 140 milliards de dollars US à l'intention des pays suivants : Indonésie (43 milliards de dollars US), Russie (22 milliards de dollars US), Corée du Sud (58 milliards de dollars US) et Thaïlande (17 milliards de dollars US). Les programmes d'aide financière organisés pour le Mexique et l'Argentine après la crise du peso mexicain en 1994 ont atteint 50 milliards de dollars US (Mexique) et 7 milliards de dollars US (Argentine). Les États-Unis ont approuvé récemment des fonds supplémentaires de 18 milliards de dollars US pour le FMI (McKenna, 1998; Knox, 1998).

exacerbant du coup les préoccupations relatives au risque moral.[13] En l'absence d'exonération de remboursement supplémentaire, d'un accroissement de l'aide étrangère et de nouveaux prêts, on peut de plus en plus s'attendre à ce que les pays d'ALC à court d'argent aient recours à des mécanismes de financement non créateurs d'endettement, tels que le troc et le commerce de contrepartie, pour conserver leurs minces réserves en devises et surmonter les contraintes financières externes (Strizzi et al., 1997).

Perceptions des investisseurs

La région de l'ALC est de plus en plus perçue comme un lieu très risqué pour les affaires, ce qui se traduit clairement dans les faibles cotes de crédit de la région (Annexe 9). Dans une enquête récente réalisée par ***Institutional Investor*** visant à classer 136 pays, la plupart des banquiers internationaux jugeaient les pays d'ALC très risqués (Shapiro, 1998). Sur l'ensemble des pays d'ALC, le Chili était perçu comme le plus solvable (25e position sur 136 pays cotés). Par ailleurs, la Colombie (49), le Mexique (50), l'Uruguay (51), l'Argentine (58), Panama (61) et le Brésil (62) ont obtenu des cotes de crédit de faibles à moyennes tandis que l'Équateur (94), le Honduras (104), Cuba (122) et le Nicaragua (123) ont été jugés les pays les moins solvables. D'autres enquêtes sur la solvabilité des pays effectuées par ***Euromoney*** (1998) et ***Standard & Poor's*** (1998) ont abouti à des constatations semblables. L'accentuation de la volatilité économique de la région continuera d'avoir une incidence néfaste sur la perception du profil des risques dans la région.

On s'attend à ce que la plupart des pays d'ALC poursuivent les réformes économiques, dont la privatisation, la déréglementation et l'amélioration de l'accès aux marchés, dans les deux à cinq prochaines années. On s'attend aussi à ce que la rapidité et l'ampleur des réformes économiques de la région demeurent le sujet principal de débats de politique passionnés dans de nombreux pays de la région, qui pourraient entraîner un ralentissement du processus de réforme. Sans pression internationale de la part du FMI, de la Banque mondiale et des États-Unis, il est fort possible que l'appui à l'intensification des réformes fiscales, administratives, financières et institutionnelles diminue chez les dirigeants d'entreprises et politiques de la région. Un tel scénario, craint-on, mènerait à d'importantes volte-face dans de nombreux pays d'ALC, en particulier sur fond d'intensification des pressions politiques, économiques et sociales actuelles et futures.

À long terme, un engagement plus ferme envers un accroissement de la transparence et de la responsabilisation, envers l'indépendance des institutions juridiques et de réglementation et envers des changements de gouvernement et de dirigeants améliorera les perceptions du risque

---

13 Il est généralement admis que «le risque moral survient lorsque la partie assurée, du fait d'être assurée, omet de prendre les précautions permettant de prévenir l'événement contre lequel elle est assurée. Dans les marchés financiers, le risque financier peut surgir si les investisseurs ou les déposants bancaires croient que le gouvernement les aidera en cas d'échec de leurs investissements (ou de la banque). Ils sont moins enclins à surveiller les entreprises ou les banques pour vérifier si elles prennent des décisions prudentes. En particulier, ils prêtent plus qu'ils ne le feraient en l'absence d'une garantie gouvernementale» (Marshall, 1998, p. 17).

chez les investisseurs et favorisera ainsi la solvabilité des pays et la réduction des coûts d'emprunt pour de nombreux pays d'ALC sur les marchés internationaux des capitaux.

Fragilité politique

Les démocraties d'ALC demeureront fragiles et extrêmement sujettes à une hausse des pressions politiques, économiques et sociales. À défaut par exemple d'améliorer les niveaux de vie et de redresser un chômage chronique et des différences massives de revenu et de richesse, le soutien public à la stabilisation macro-économique et à l'approfondissement des réformes structurelles s'amenuisera, ce qui bloquera très probablement le processus de transition de la région.

De même, les insurrections continues de la guérilla gauchiste, les hostilités persistantes avec les peuples autochtones (État du Chiapas), les conflits territoriaux et frontaliers de longue date (Équateur et Pérou), la pauvreté de la réforme agraire, les abus continus des forces paramilitaires et la violence politique (Colombie) accentueront vraisemblablement l'incertitude des investisseurs et la volatilité macro-économique, ce qui présente une grave menace à la légitimité et à la crédibilité de nombreuses démocraties encore jeunes de la région. Un retour à des gouvernements populaires/autoritaires dans bon nombre des pays les plus pauvres et les plus vulnérables de la région ne peut être écarté.

Conclusion

D'après l'analyse ci-dessus, il n'y a guère de statistiques annonçant que la région de l'ALC deviendra un important marché de débouchés touristiques et en particulier un centre de croissance pour le tourisme long-courrier vers l'étranger. Si nous reconnaissons que le marché du tourisme réceptif d'ALC a des possibilités de croissance, nous sommes moins optimistes quant aux voyages vers l'étranger, à l'exclusion des voyages d'affaires. Les avantages tirés d'années d'adaptation structurelle, de croissance économique, de diminution de l'inflation, de privatisation généralisée et de hausse de l'investissement étranger n'ont pas été également répartis. Dans de nombreux pays de la région, le développement économique est inégal et la pauvreté demeure un problème chronique. L'accentuation des écarts de richesse et de revenu limitera la croissance des voyages et des dépenses touristiques dans la région. Les voyageurs d'ALC attentifs aux prix favoriseront de plus en plus des destinations touristiques meilleur marché et plus rapprochées.

L'insuffisance des infrastructures, la détérioration de l'environnement et l'augmentation des risques pour la santé publique réduiront l'attrait qu'exercent de nombreux pays d'ALC en tant que destinations touristiques. Par la même occasion, l'érosion de l'exercice de l'autorité et de l'administration publique, la hausse de la criminalité et de la corruption et la faiblesse des régimes juridiques et d'application de la loi provoqueront un accroissement des inquiétudes relatives à la sécurité des touristes. Les voyageurs soucieux de sécurité sont plus susceptibles de reporter ou de modifier leurs plans de voyage vers des destinations d'ALC à risque élevé. En fait, «les perceptions d'une destination qu'auront les voyageurs éventuels exerceront une grande influence sur la viabilité de l'ALC comme région touristique» (Brayshaw, 1995, p. 66).

Répercussions canadiennes

En 1997, selon les estimations provisoires de l'OMT, le Canada a attiré 17,6 millions de touristes internationaux (2,9 p. 100 du total mondial), soit une hausse de 1,6 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Ces chiffres classaient le Canada, dixième en 1996, au neuvième rang des destinations touristiques les plus attrayantes du monde. Entre-temps, le Canada a touché plus de 8,9 milliards de dollars US (2 p. 100 du total mondial) des touristes internationaux en 1997, à l'exclusion des revenus de transport, soit 0,7 p. 100 de plus qu'en 1996. Cette donnée classait le Canada au onzième rang des percepteurs mondiaux de revenus touristiques internationaux, soit au même rang qu'en 1996.

Malgré son succès comme destination touristique internationale, le Canada n'est guère parvenu à attirer les arrivées et les recettes touristiques d'ALC[14]. Les tableaux 7 et 8 montrent que le nombre total de touristes d'ALC vers le Canada et leurs dépenses totales de 1990 à 1997 sont demeurés relativement faibles. D'après le tableau 7 par exemple, les arrivées de touristes d'ALC ont atteint 327 000 en 1997, soit 25,3 p. 100 de plus qu'en 1990, ce qui représente une croissance annuelle moyenne d'environ 3,2 p. 100 de 1990 à 1997. La région d'ALC représentait seulement 1,7 p. 100 du nombre total de visiteurs au Canada en 1990 et près de 1,9 p. 100 en 1997. D'un autre côté, les dépenses au Canada des visiteurs d'ALC ont augmenté de près de 224 millions de dollars (près de 3,8 p. 100 du total) en 1990 à environ 391 millions de dollars (4,0 p. 100 du total) en 1997.

---

14 Coopers & Lybrand Consulting a des évaluations détaillées des marchés des voyages d'agrément vers l'étranger d'Argentine (1996) et du Brésil (1997).

Tableau 7 : Visiteurs au Canada d'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes (en milliers)[1]

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Amérique centrale	*10*	*10*	*10*	*10*	*12*	*11*	*12*	*12*
Mexique	*64*	*65*	*65*	*74*	*81*	*63*	*81*	*96*
Caraïbes	*94*	*87*	*87*	*84*	*84*	*92*	*98*	*97*
Antilles	43	38	37	38	37	45	48	46
Bermudes	11	12	13	12	13	14	15	16
Jamaïque	23	22	23	22	20	18	19	18
Trinité-et-Tobago	17	15	14	13	14	14	15	16
Amérique du Sud	*93*	*95*	*76*	*79*	*87*	*108*	*126*	*122*
Argentine	24	24	16	18	19	21	24	23
Brésil	33	33	26	26	31	41	55	56
Colombie	6	5	5	6	7	8	10	10
Guyane	20	23	17	17	19	24	26	24
Venezuela	10	11	11	12	12	14	11	10
Total de visiteurs d'ALC	*261*	*257*	*238*	*247*	*264*	*274*	*317*	*327*
Total de visiteurs de tous les pays	*15 210*	*14 912*	*14 741*	*15 105*	*15 972*	*16 932*	*17 285*	*17 636*
% du total de visiteurs au Canada	*1,72*	*1,72*	*1,61*	*1,64*	*1,65*	*1,62*	*1,83*	*1,85*

[1] Voyages-personnes de plus de 24 heures; données pour 1990-1997 tirées de Statistique Canada, Enquête sur les voyages internationaux : Résidents d'outre-mer, et Enquête sur les voyages internationaux : Résidents des É.-U. (diverses années), Ottawa, Canada.

Tableau 8 : Dépenses au Canada des touristes d'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes (en milliers de dollars CAN)[1]

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Amérique centrale	*7 117*	*6 724*	*5 762*	*8 765*	*9 398*	*8 536*	*10 228*	*11 145*
Mexique	*47 489*	*52 080*	*57 563*	*65 187*	*81 529*	*66 205*	*79 558*	*90 454*
Caraïbes	*68 473*	*70 678*	*60 767*	*61 553*	*68 301*	*84 615*	*99 835*	*116 836*
Antilles	33 239	39 386	27 927	28 783	31 811	45 366	56 557	71 127
Bermudes	10 067	9 285	9 869	11 251	13 275	13 414	15 423	17 808
Jamaïque	12 841	11 261	13 019	15 255	14 009	13 799	15 061	15 558
Trinité-et-Tobago	12 326	10 747	7 952	6 265	9 207	12 036	11 994	11 542
Amérique du Sud	*180 764*	*184 146*	*84 587*	*85 099*	*95 671*	*123 861*	*157 110*	*173 288*
Argentine	25 999	29 054	22 376	18 085	20 949	21 422	22 255	21 735
Brésil	35 923	30 687	27 548	30 155	32 136	47 761	74 939	96 741
Colombie	6 610	6 026	6 396	7 866	9 433	9 060	19 024	8 966
Guyane	22 715	28 063	17 406	16 335	21 259	31 916	31 794	34 887
Venezuela	9 517	10 317	10 780	12 658	11 893	13 701	9 099	10 959
Dépenses totales d'ALC	*223 763*	*233 628*	*208 599*	*220 604*	*254 899*	*283 217*	*345 931*	*390 923*
Total de tous les pays	*5 947 000*	*6 132 000*	*6 229 000*	*6 940 000*	*7 742 000*	*8 837 000*	*9 670 000*	*9 870 734*
% des dépenses totales au Canada	*3,76*	*3,81*	*3,32*	*3,18*	*3,29*	*3,21*	*3,58*	*4,00*

[1]Voyages-personnes de plus de 24 heures; données pour 1990-1997 tirées de Statistique Canada, Enquête sur les internationaux : Résidents d'outre-mer, et Enquête sur les voyages internationaux : Résidents des É.U. 1997(diverses années),Ottawa, Canada.

Un examen plus approfondi des chiffres sur les voyages de plus de 24 heures au Canada en provenance d'ALC révèle que le but principal de ces voyages est l'agrément (Tableau 9). Sur les 340 000 voyages effectués au Canada par des résidents d'ALC en 1997, la catégorie autre agrément, qui comprend les loisirs ou la villégiature, comptait 157 000 voyages (46 p. 100), suivie par 90 000 visites à des amis ou parents (27 p. 100). Les voyages d'affaires ont représenté un peu plus du cinquième (70 000) des voyages totaux d'ALC au Canada, ce qui traduit bien la faible importance des relations économiques actuelles entre le Canada et la région de l'ALC. Les autres buts des voyages représentent, à 7 p. 100 (24 000), la plus petite proportion du total des voyages d'ALC au Canada.

Tableau 9 : Visiteurs au Canada en provenance d'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes, selon le but du voyage en 1997 (en milliers)[1]

Région de résidence	Affaires, congrès et emploi	Visites à des amis ou parents	Autre agrément (loisirs ou villégiature)	Autres	Total
Amérique centrale	4 (5,7)	4 (4,4)	5 (3,2)	--	12 (3,5)
Bermudes et Caraïbes	17 (24,3)	32 (35,6)	38 (24,2)	10 (41,7)	97 (28,5)
Amérique du Sud	24 (34,3)	29 (32,2)	60 (38,2)	9 (37,5)	122 (35,9)
Mexique/St- Pierre et Miquelon[2]	25 (35,7)	25 (27,8)	54 (34,4)	5 (20,8)	109 (32,1)
Total de visiteurs d'ALC	70 (100)	90 (100)	157 (100)	24 (100)	340 (100)
% du total des visiteurs d'ALC au Canada[3]	20,6	26,5	46,2	7,1	100

[1] Voyages-personnes de résidents d'autres pays que les États-Unis entrant au Canada et y restant plus de 24 heures, par caractéristiques choisies et buts des voyages; pourcentages entre parenthèses.
[2] Dans ce tableau les voyages-personnes de plus de 24 heures comprennent : le Mexique (95 600 visiteurs), Saint-Pierre et Miquelon (12 200 visiteurs) et le Groenland (1 300 visiteurs).
[3] Dépasse 100 à cause de l'arrondissement.
Données tirées de Statistique Canada, Touriscope, Voyages internationaux, catalogue no 66-201-XPBI, ministère de l'Industrie, Ottawa, Canada, à paraître.

Si, comme prévu, la région de l'ALC connaît un ralentissement de la croissance de son économie et de ses exportations au cours des prochaines années, il en résultera une baisse de la croissance du revenu et de l'emploi dans la région. Une baisse des revenus personnels se traduit par une diminution du pouvoir d'achat des consommateurs et une baisse de la demande de dépenses discrétionnaires comme les voyages. Une diminution du revenu réel disponible entraînera une baisse des visites internationales car les résidents d'ALC réduiront leurs dépenses discrétionnaires. Alors que les différences de revenu et de richesse s'accentuent, un nombre important et croissant de résidents d'ALC ne pourront s'offrir un voyage international. Étant donné que la sécurité économique demeurera une importante préoccupation pour la plupart des résidents d'ALC, le nombre de voyageurs d'agrément long-courriers devrait diminuer. De plus, l'affaiblissement des devises d'ALC incitera les résidents, dont les membres de la classe moyenne, à diminuer leurs visites vers des destinations touristiques internationales au profit de destinations meilleur marché et plus rapprochées.

La dernière mission d'Équipe Canada dans la région de l'ALC a donné lieu à la conclusion de 10 millions de dollars d'accords touristiques. Il s'agit d'une étape encourageante vers l'accroissement de l'intérêt et de la sensibilisation, en particulier chez les voyageurs d'ALC à revenu élevé, à l'égard des produits touristiques canadiens et du Canada comme destination touristique. Mais encore, d'après l'analyse ci-dessus, il n'y a guère de statistiques annonçant que la région de l'ALC deviendra le prochain marché stratégique de possibilités de recettes et d'investissement, comme on le croit en général. Il semble beaucoup plus probable que la croissance touristique de la région gardera le même rythme, s'il ne ralentit pas, que les années précédentes. La concurrence dans la quête de touristes d'ALC, nouveaux ou acquis, se resserrera.

En raison de l'évolution rapide de la conjoncture économique mondiale et d'une intensification de la concurrence, le Canada aura de plus en plus de difficulté à maintenir la croissance des débouchés des nouveaux marchés internationaux. De plus, le Canada et les États-Unis sont des marchés touristiques établis à croissance lente. En conséquence, ces pays ne connaîtront pas des taux de croissance touristique à long terme de l'ordre de cinq à dix pour cent. La conjugaison de la compétitivité du dollar canadien et de la régularité de la croissance économique devrait donner lieu à des taux de croissance des produits et services touristiques canadiens légèrement supérieurs à la moyenne dans les dix prochaines années. Il importe néanmoins de ne pas oublier que même de très petits changements en pourcentage, sur une base très grande, provoqueront d'importantes variations du nombre de touristes et du rendement touristique.

L'industrie touristique du Canada demeurera lourdement dépendante des voyages intérieurs. En 1997, par exemple, les achats de biens et services par les visiteurs canadiens et non résidents ont atteint 43,9 milliards de dollars (Statistique Canada, 1998). Plus de 70 p. 100 (31,2 milliards de dollars) des recettes de l'industrie provenaient des voyageurs canadiens, le reste provenant de voyageurs internationaux (Statistique Canada, 1998). Environ trois quarts de ces derniers venaient des États-Unis. La croissance des arrivées touristiques internationales continuera de s'appuyer en grande partie sur les États-Unis, en particulier dans un contexte d'instabilité financière et économique continue dans la plupart des économies naissantes, de ralentissement de la croissance économique et de chômage structurel persistant dans la plupart des pays industrialisés à maturité tels que le Japon et l'Allemagne.

Au Canada, près des trois quarts des variations des recettes touristiques s'expliquent par le cycle économique canadien. Selon un rapport rédigé récemment par la Commission canadienne du tourisme, par exemple, «le plus gros de la variation cyclique de la demande touristique au Canada et de l'offre totale de produits touristiques peut s'expliquer par la variation cyclique de l'économie canadienne dans son ensemble; 73 p. 100 et 86 p. 100 de la variation cyclique de la demande touristique au Canada et de l'offre de produits touristiques peuvent s'expliquer du point de vue statistique par la variation cyclique du PIB canadien» (Wilson, 1998, p. 5). C'est donc dire que l'industrie touristique canadienne est relativement protégée contre les effets directs de perturbations économiques et financières externes présentant un risque de déstabilisation, dont les plus récentes crises financières en Asie et en Russie et l'accentuation de la volatilité économique de la région de l'ALC.

Annexes

Annexe 1 : Vingt principales destinations touristiques des Amériques
Arrivées de touristes internationaux (à l'exclusion des visiteurs qui restent moins de 24 heures, en milliers d'arrivées) – 1996

1985	Rang 1990	1996	Pays	Arrivées (en milliers) 1996	% variation 1996/1995	% du total de 1996
1	1	1	États-Unis	44 791	3,4	39,0
3	2	2	Mexique	21 428	6,3	18,7
2	3	3	Canada	17 386	2,9	15,2
6	4	4	Argentine	4 286	4,5	3,7
5	5	5	Porto Rico	3 065	-2,1	2,7
4	9	6	Brésil	2 210	11,0	1,9
8	8	7	Uruguay	2 152	4,2	1,9
10	7	8	République dominicaine	1 815	4,0	1,6
7	6	9	Bahamas	1 669	4,4	1,5
9	10	10	Chili	1 450	-5,8	1,3
12	12	10	Colombie	1 450	3,6	1,3
11	11	11	Jamaïque	1 162	14,0	1,0
24	23	12	Cuba	999	14,6	0,9
21	17	13	Costa Rica	781	-0,5	0,7
26	19	14	Aruba	641	3,6	0,6
22	22	15	Guadeloupe	625	-2,3	0,5
19	14	16	Venezuela	621	4,0	0,5
23	15	17	Guatemala	520	-7,6	0,5
18	24	18	Pérou	515	7,5	0,4
24	21	19	Équateur	500	13,6	0,4
28	25	20	Martinique	492	7,7	0,4
			Total 1-20	108 558	4,1	94,6
			Total Amériques	114 706	3,9	100,0

Tableau tiré de l'organisation mondial du tourisme, Tendances des marchés touristiques, Édition Les Amériques 1997, Organisation mondial du tourisme, Madrid, Espagne (1997), p.49.

Annexe 2 : Vingt principaux percepteurs touristiques des Amériques
Recettes touristiques internationales (à l'exclusion des revenus du transport, en millions de dollars US) – 1996

1985	Rang 1990	1996	Pays	Recettes (en millions de $ US) 1996	% variation 1996/1995	% du total de 1996
1	1	1	États-Unis	64 373	5,3	60,6
2	2	2	Canada	8 813	10,0	8,3
3	3	3	Mexique	6 894	11,8	6,5
5	4	4	Argentine	4 572	6,2	4,3
4	5	5	Brésil	2 273	8,4	2,1
7	6	6	Porto Rico	1 898	3,8	1,8
11	8	7	République dominicaine	1 747	8,9	1,6
6	7	8	Bahamas	1 378	2,4	1,3
24	21	9	Cuba	1 350	22,7	1,3
10	9	10	Jamaïque	1 128	5,5	1,1
22	11	11	Chili	889	-1,2	0,8
14	15	12	Colombie	864	1,5	0,8
9	12	13	Venezuela	846	4,3	0,8
8	10	14	Îles Vierges américaines	811	-1,2	0,8
13	13	15	Barbade	712	4,7	0,7
23	19	16	Costa Rica	654	-0,9	0,6
15	23	17	Uruguay	599	-2,0	0,6
21	16	18	Aruba	572	10,6	0,5
17	20	19	Pérou	535	2,9	0,5
12	14	20	Bermudes	505	3,5	0,5
			Total 1-20	101 413	6,2	95,5
			Total Amériques	106 191	6,0	100,0

Tableau tiré de l'Organisation mondiale du tourisme, Tendances des marchés touristiques, Édition Les Amériques 1997, Organisation mondiale du tourisme, Madrid, Espagne (1997), p. 51.

Annexe 3 : Nombre de voyages à l'étranger de pays choisis d'Amérique latine et des Caraïbes (en milliers)[1]

Pays	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Argentine	2 241	2 443	2 504	3 180	4 000	4 400	4 440	3 550	3 900
Bolivie	117	201	242	229	239	243	248	249	269
Brésil	955	1 070	1 188	1 307	1 314	1 400	2 100	2 600	2 943
Chili	700	773	768	739	809	842	981	1 070	1 092
Colombie	785	682	781	814	699	690	949	1 000	1 073
Costa Rica	157	176	191	189	239	260	268	273	283
Cuba	13	14	12	--	61	64	61	58	55
Rép. dominicaine	--[2]	--	--	137	148	152	165	168	175
Équateur	156	172	181	198	216	235	270	271	279
El Salvador	470	462	525	495	526	330	259	348	350
Guatemala	236	264	289	291	319	329	322	348	333
Guyane	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Honduras	155	170	196	189	201	172	137	149	162
Jamaïque	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Mexique	7 965	7 317	7 357	7 713	11 226	10 185	12 029	8 450	9 001
Nicaragua	--	148	173	189	181	226	256	255	282
Panama	148	135	151	160	174	172	180	185	188
Paraguay	--	--	--	--	264	334	300	427	418
Pérou	193	234	329	377	381	466	502	508	510
Uruguay	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Venezuela	197	282	309	425	451	477	463	534	511
Région de l'ALC	14 488	14 543	15 196	16 632	21 448	20 977	23 930	20 443	21 824
Total mondial	344 507	388 515	389 971	401 882	429 341	451 448	480 144	500 583	518 393
% du total mondial	4,2	3,7	3,9	4,1	5,0	4,7	5,0	4,1	4,2

[1] Données tirées de l'Organisation mondiale du tourisme.
[2] (--) Données non disponibles.

Annexe 4 : Dépenses pendant les voyages à l'étranger de pays choisis d'Amérique latine et des Caraïbes[1]

Pays	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Argentine	975	1 014	1 171	1 739	2 212	2 446	2 575	2 067	2 340
Bolivie	63	106	130	129	135	137	140	152	162
Brésil	1 084	751	1 559	1 224	1 332	1 892	2 931	3 412	5 825
Chili	442	396	426	446	530	559	536	774	806
Colombie	538	494	454	509	641	644	763	829	856
Costa Rica	72	114	148	149	223	267	300	321	335
Cuba	--[2]	--	--	--	--	--	--	--	--
Rép. dominicaine	127	136	144	154	164	128	154	186	203
Équateur	167	169	175	177	178	190	203	235	219
El Salvador	75	104	61	57	58	61	70	72	75
Guatemala	109	126	100	67	103	116	161	174	167
Guyane	--	--	--	--	14	18	23	21	22
Honduras	37	38	38	37	38	55	57	57	60
Jamaïque	112	114	114	71	87	82	81	148	159
Mexique	3 202	4 248	5 519	5 812	6 107	5 562	5 338	3 171	3 387
Nicaragua	2	1	15	28	30	31	30	40	60
Panama	88	86	99	109	120	123	123	128	136
Paraguay	59	75	103	118	135	138	177	235	221
Pérou	222	263	295	263	255	269	266	297	351
Uruguay	139	167	111	100	104	129	234	236	192
Venezuela	09	628	1 023	1 227	1 428	2 083	1 973	1 865	2 251
Région de l'ALC	8 022	9 030	11 685	12 416	13 894	14 930	16 135	14 420	17 827
Total mondial	187 814	202 493	248 970	248 682	283 527	278 511	312 118	356 617	379 132
% du total mondial	4,3	4,5	4,7	5,0	5,0	5,4	5,2	4,0	4,7

[1] En millions de dollars US, à l'exclusion du transport international. Données tirées de l'Organisation mondiale du tourisme.
[2] (--) Données non disponibles.

Annexe 5 : Prix à la consommation de pays choisis d'Amérique latine et des Caraïbes (pourcentage de variation annuelle)[1]

Pays	Moyenne 1980-1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Argentine	318,9	2 314,7	171,7	24,9	10,6	4,2	3,4	0,2	0,8
Bolivie	230,2	17,1	21,4	12,1	8,5	7,9	10,2	12,4	4,7
Brésil	237,3	2 740,0	414,8	991,4	2 111,4	2 166,2	59,7	15,5	6,0
Chili	21,2	26,0	21,8	15,4	12,7	11,4	8,2	7,4	6,2
Colombie	23,3	29,1	30,4	27,0	22,4	22,8	20,9	20,8	18,5
Costa Rica	25,5	19,0	28,7	21,8	9,8	13,5	23,2	17,6	13,3
Cuba	-[2]	--	--	--	--	--	--	--	--
Rép. dominicaine	21,7	50,5	47,1	4,3	5,3	8,3	12,5	5,4	8,4
Équateur	32,1	48,4	48,8	54,6	45,0	27,3	23,0	24,4	30,6
El Salvador	18,4	24,0	14,4	11,2	18,5	10,6	10,1	9,8	5,5
Guatemala	12,5	41,0	35,1	10,2	13,4	12,5	8,4	11,0	9,4
Guyane	26,2	63,6	101,5	28,2	11,7	13,6	12,3	7,1	3,6
Honduras	7,2	21,2	26,0	9,1	10,7	22,5	18,5	8,3	5,0
Jamaïque	16,9	24,8	68,6	57,5	24,5	31,7	21,7	21,5	9,8
Mexique	65,1	26,7	22,7	15,5	9,8	7,0	35,0	34,4	20,6
Nicaragua	380,0	3 127,5	7 755,3	40,5	20,4	7,7	11,2	6,8	5,7
Panama	2,9	0,5	0,8	1,6	1,0	1,3	0,8	2,3	-0,5
Paraguay	20,3	38,1	24,2	15,2	18,2	20,5	13,4	9,8	8,3
Pérou	193,6	7 481,6	409,5	73,5	48,6	23,7	11,1	11,5	8,6
Uruguay	56,5	112,5	101,8	68,5	54,2	44,7	42,2	28,3	19,8
Venezuela	21,5	40,7	34,2	31,4	38,1	60,8	59,9	99,9	50,0
Région de l'ALC	116,7	438,3	129,1	151,4	208,8	210,2	35,9	22,3	13,1

[1] Données tirées du Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, mai 1998, Fonds monétaire international, Washington, D.C., 1998, p. 162.
[2] (--) Données non disponibles.

Annexe 6 : Croissance du produit intérieur brut réel de pays choisis d'Amérique latine et des Caraïbes (pourcentage de variation annuelle)[1]

Pays	Moyenne 1980-1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Argentine	-1,0	-1,3	10,5	10,3	6,3	8,5	-4,6	4,2	8,4
Bolivie	-0,2	4,6	5,3	1,6	4,1	4,6	3,9	3,5	4,3
Brésil	2,8	-4,3	1,0	-0,5	4,9	5,9	4,2	2,8	3,0
Chili	3,4	3,3	7,3	11,0	6,3	4,2	8,5	7,2	6,6
Colombie	3,4	4,3	2,0	4,0	5,4	5,8	5,7	2,0	3,2
Costa Rica	2,5	3,6	2,2	7,3	6,0	4,5	2,4	-0,6	3,2
Cuba	–[2]	--	--	--	--	--	--	--	--
Rép. dominicaine	3,6	-5,8	1,0	8,0	3,0	4,3	4,8	7,3	8,2
Équateur	2,3	3,0	5,0	3,6	2,0	4,4	2,3	2,0	3,3
El Salvador	-1,2	4,9	3,6	7,4	7,4	6,0	6,3	2,5	3,7
Guatemala	0,9	3,1	3,7	4,8	3,9	4,0	4,9	3,0	4,1
Guyane	-2,1	-2,5	6,1	7,8	8,2	8,6	5,0	7,9	6,1
Honduras	2,5	0,1	3,3	5,6	6,0	-1,5	4,5	4,5	4,5
Jamaïque	2,2	4,1	0,8	1,8	1,0	1,0	--	-1,4	-2,0
Mexique	2,5	5,1	4,2	3,6	2,0	4,5	-6,2	5,2	7,0
Nicaragua	-0,9	-0,1	-0,2	0,4	-0,2	3,3	4,2	4,5	4,5
Panama	1,8	8,1	9,4	8,2	5,5	2,9	1,8	2,5	3,7
Paraguay	3,7	3,1	2,5	1,8	4,1	3,1	4,7	1,3	3,5
Pérou	--	-3,2	2,9	-1,8	6,4	13,1	7,2	2,6	7,5
Uruguay	1,0	0,9	3,2	7,9	2,9	6,4	-1,9	4,9	6,0
Venezuela	0,1	6,5	9,7	6,1	0,3	-2,4	3,7	-0,4	5,1
Région de l'ALC	2,2	0,7	3,8	3,2	3,9	5,1	1,2	3,5	5,0

[1] Données tirées du Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, mai 1998. Fonds monétaire international, Washington, D.C., 1998, p. 154.
[2] (–) Données non disponibles.

Annexe 7 : Principaux indicateurs socio-économiques de pays choisis d'Amérique latine et des Caraïbes (1996)[1]

Pays	PIB réel *(en milliards de $ US)*	PIB réel par habitant *($ US par habitant)*	Investissement intérieur brut *(% du PIB)*[2]	Épargne intérieure brute *(% du PIB)*	Exportations de marchandises *(en milliards de $ US, FAB)*	Importations de marchandises *(en milliards de $ US, FAB)*	Balance des transactions courantes *(en milliards de $ US)*	Population *(en millions)*	Population urbaine *(% du total)*	Indice du développement humain *(IDH, 1994)*
Argentine	214,6	6 191	20	18	23,8	22,2	-4	34,7	88	0.884 (36)[3]
Bolivie	7	916	15	8	1,1	1,4	-0,5	7,6	59,7	0.589 (113)
Brésil	493	3 007	21	22	47,7	53,3	-24,8	164	80,9	0.783 (68)
Chili	49,7	3 440	27	28	15,4	16,5	-2,9	14,5	87,8	0.891 (30)
Colombie	61,7	1 730	20	15	10,7	12,8	-4,8	35,7	76	0.848 (51)
Costa Rica	7,2	2 054	28	23	2,6	3,1	-0,1	3,5	49,3	0.889 (33)
Cuba	–[4]	–	–	–	–	–	–	–	–	0.723 (86)
Rép. dominicaine	7,9	978	20	16	0,8	3,2	-0,03	8,1	65,5	0.718 (87)
Équateur	15,9	1 355	21	23	4,9	3,5	0,3	11,7	61,6	0.775 (72)
El Salvador	7,4	1 257	19	4	1,8	3	-0,2	5,9	48,4	0.592 (112)
Guatemala	10	916	17	8	2	3	-0,4	10,9	41,8	0.572 (117)
Guyane	0,6	748	–	–	0,6	0,6	-0,07	0,8	36,5	0.649 (104)
Honduras	3,8	648	26	14	1,6	1,7	-0,1	5,8	48,6	0.575 (116)
Jamaïque	4,3	1 668	22	19	1,4	2,6	-0,2	2,6	61,4	0.736 (83)
Mexique	272,4	2 953	23	18	96	89,5	-1,8	92,3	75,5	0.853 (50)
Nicaragua	2,1	481	18	-9	0,6	1	-0,4	4,3	74,1	0.530 (127)
Panama	7,1	2 641	25	23	5,6	6,2	0,1	2,7	55,3	0.864 (45)
Paraguay	7,4	1 471	23	14	2,7	4,1	-0,7	5	51,4	0.706 (94)
Pérou	50,1	2 060	24	20	5,9	7,9	-3,6	24,3	69,8	0.717 (89)
Uruguay	10,4	3 258	13	12	2,4	3,1	-0,3	3,2	86,6	0.883 (37)
Venezuela	69	3 143	13	22	22,8	10,6	7,4	21,9	96,1	0.861 (47)

[1] Les données sont des estimations préliminaires. Données tirées de Banque interaméricaine de développement, Latin America After a Decade of Reforms: Economic and Social Progress 1997 Report. The Johns Hopkins University Press, Baltimore, Maryland (septembre 1997), quatrième partie de l'annexe statistique. FAB signifie franco à bord.

[2] Données tirées du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Human Development Report 1997, Oxford University Press, New York (1997), pp. 200-201.

[3] Le chiffre entre ( ) indique le rang mondial. 175 pays classés; ibid., pp. 147-148.

[4] (–) Données non disponibles.

Annexe 8 : Pays d'Amérique latine et des Caraïbes : indicateurs d'infrastructure choisis

Pays	Population ayant accès à[1]			Ligne téléphonique principale[4] *(par 100 personnes)*	Radios[4] *(par 1000 personnes)*	Téléviseurs[4] *(par 100 personnes)*	Énergie[5] *(Ménages avec électricité)*	Routes revêtues en bon état[6]
	Services de santé[2] *(%)*	Eau potable[3] *(%)*	Installations sanitaires[3] *(%)*					
Argentine	71	71	68	14,1	673	32	87	35
Bolivie	67	55	55	3,5	670	14	33	21
Brésil	--[7]	87	83	7,4	393	25	79	30
Chili	97	85	83	11	345	25	85	42
Colombie	60	87	63	9,2	178	22	79	42
Costa Rica	80	92	97	13	260	22	97	22
Cuba	98	93	66	3,2	347	19	--	--
Rép. dominicaine	80	76	78	7,9	173	9	37	52
Équateur	88	71	48	5,9	327	13	47	53
El Salvador	40	55	81	4,4	443	23	34	--
Guatemala	34	62	60	2,4	68	5	37	7
Guyane	--	--	--	5,3	491	4	--	--
Honduras	64	65	75	2,4	408	8	25	50
Jamaïque	90	86	89	10	436	30	49	10
Mexique	78	83	50	9,3	256	19	75	85
Nicaragua	83	58	60	2	262	15	41	--
Panama	80	83	88	11,1	227	17	66	36
Paraguay	63	35	62	3,1	172	7	--	--
Pérou	75	71	57	3,3	255	10	90	24
Uruguay	82	75	61	18,4	606	52	81	26
Venezuela	--	79	59	10,8	443	18	89	40

[1] Données tirées de Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Human Development Report 1996, Oxford University Press, New York (1996), pp. 144-145.
[2] 1985 à 1995 , ibid, pp. 144-145.
[3] 1990 à 1995 , ibid, pp. 144-145.
[4] Données tirées de Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Human Development Report 1997, Oxford University Press, New York (1997), pp. 184-185 et 194-195.
[5] Chiffres de 1984; % du total des ménages. Banque mondiale, World Development Report 1994: Infrastructure for Development, Oxford University Press, New York (1994), pp. 224-225.
[6] Chiffres de 1988; % du total des routes revêtues. Ibid; pp. 224-225.
[7] (--) Données non disponibles..

Annexe 9 : Pays choisis d'Amérique latine et des Caraïbes – Cotes de crédit d'investisseur

	Cote de crédit de Institutional Investor		Cote de risque de Euromoney		Dette libellée en devises étrangères de Standard & Poor's	
Pays	**Cote de crédit du pays**	**Rang mondial (sept. 1998)**	**Cote de solvabilité du pays**	**Rang mondial (sept. 1998)**	**Cote à long terme**	**Cote à court terme**
Argentine	41,8	58	44,61	49	–[1]	--
Bolivie	27	89	33,43	76	BB-	B
Brésil	38,1	62	35,48	73	BB-	B
Chili	62	25	59,35	37	A-	A-1
Colombie	46,2	49	45,66	46	BBB-	A-3
Costa Rica	36,4	67	37,97	66	BB	B
Cuba	12,5	122	14,76	150	--	--
Rép. dominicaine	26,4	91	36,33	71	B+	B
Équateur	26,1	94	28,36	87	--	--
El Salvador	28,7	86	34,13	74	BB	B
Guatemala	26,6	90	30,47	79	--	--
Guyane	--	--	32,13	77	--	--
Honduras	20,1	104	25,41	102	--	--
Jamaïque	29,1	84	37,93	67	--	--
Mexique	45,4	50	44,99	47	BB	B
Nicaragua	12,4	123	20,8	118	--	--
Panama	38,1	61	47,92	44	BB+	B
Paraguay	32,7	74	28,55	86	BB-	--
Pérou	34,6	70	39,18	62	BB	B
Uruguay	45,2	51	44,49	50	BBB-	A-3
Venezuela	36,1	69	29,58	81	B+	B
Cote moyenne du	41,2					

[1] (–) Données non disponibles.

136 pays classés dans l'enquête sur les cotes de crédit de ***Institutional Investor***, les cotes de crédit proches de zéro correspondent à la plus grande probabilité de non-paiement. Cent quatre-vingts pays sont classés dans l'enquête sur les cotes de risque de ***Euromoney***; plus la valeur est proche de 100, plus la solvabilité est grande. Selon le système d'évaluation de la solvabilité de ***Standard & Poor's***, les obligations ayant une cote de AAA à BBB- ont la qualité d'un bon placement tandis que les obligations ayant une cote de BB+ à C- sont jugées spéculatives.

Données tirées de Harvey D. Shapiro, «A High-Level Stall», ***Institutional Investor: Domestic Edition***, (septembre 1998), pp. 133-135; ***Euromoney***, «How the Mighty Are Falling», (septembre 1998), http://www.euromoney.com/contents/...ey/em.98/em.98.09/em.98.09.17.html et ***Standard & Poor's***, «"Sovereign List», Canadian Focus, The McGraw-Hill Companies, Inc., New York (octobre 1998), pp. 53-54.

Références bibliographiques

Abolfathi, Farid. "Using Middle/Upper-Class Population Data to Assess Global Markets, World Economic Outlook Second Quarter 1997, volume 1 Global and Regional Overviews, DRI/McGraw-Hill (1997), 9-13.

Ainsworth, Martha. "Looming AIDS Epidemic in Transition Economies–Can it be Avoided?", http//www.worldbank.org/html/prddr/trans/February 1998/looming.htm, 1-3.

Associated Press. "Study Focuses on Airplane Accidents" (vendredi 10 mai 1996), http://www.spub.ksu.edu/issues/v100/sp/n150/ap-landing-accident-9.html, 1-2.

_____. "Swiss Seize Banked $114-Million in Mexican Raul Salinas's Name", ***The Globe and Mail***, (mercredi 21 octobre 1998), A11.

Bamrud, Joachim. "Kidnapping, Inc.", ***Latin Trade*** (février 1996), http://www.krollassociates.com/NEWS/kidnap.htm., 1-4.

Beckett, Paul. "Latin Slide Said Danger to Big U.S. Banks", ***The Globe and Mail***, (jeudi 10 septembre 1998), B11.

Bloomberg. "IMF to Put US $15B in Brazil Plan", ***The Financial Post***, (vendredi 23 octobre 1998), 20.

Boeing Commercial Airplane Group. 1998 Current Market Outlook, Seattle, Washington, U.S.A., (juin 1998).

Bowen, Sally. "Bolivia Wins Hefty Debt Service Relief", ***Financial Times***, (mercredi 30 septembre 1998), 3.

Brayshaw, Daniel. "Negative Publicity About Tourism Destination-A Florida Case Study", Travel & Tourism Analyst, The Economist Intelligence Unit, no 5, 1995, Londres, Royaume-Uni, 62-71.

Chote, Robert et Daniel Dombey. "Asia's Ripple Effect", ***Financial Times***, (jeudi 2 juillet 1998), 17.

Coopers & Lybrand Consulting. Argentina Travel Trade Report, Pleasure Travel Markets to North America. La commission canadienne du tourisme, U.S. Tourism Industries/International Trade Administration et le Secretaria de Turismo (Mexique), (décembre 1996), Ottawa, Canada.

_____. Brazil Travel Trade Report, Pleasure Travel Markets to North America. La Commission canadienne du tourisme, U.S. Tourism Industries/International Trade Administration et le Secretaria de Turismo (Mexico), (août 1997), Ottawa, Canada.

Cothran, Dan A. et Cheryl Cole Cothran. "Promise or Political Risk for Mexican Tourism", Annals of Tourism Research, A Social Sciences Journal, Volume 25, Number 2, (avril 1998), 477-497.

Dyer, Geoff. "Brazilian Airlines Braced for Casualties in Fierce Price War", ***Financial Times***, (mercredi 29 avril 1998a), 7.

_____. "Washington on Red Alert Over Brazil", ***Financial Times***, (mardi 29 septembre 1998b), 8.

_____. "Dollar Outflows Put Pressure on Brazil", ***Financial Times***, (vendredi 16 octobre 1998c), 6.

Euromoney. "How the Mighty Are Falling", (septembre 1998), http://www.euromoney.com/contents/...ey/em.98/em.98.09/em.98.09.17.html.

Financial Times. "Mexican Deal on Bank Bailout", (mercredi 16 septembre 1998a), 3.

_____. "Saving Brazil", (lundi 19 octobre 1998b), 15.

Fritsch, Peter et Matt Murray. "As Brazil Teeters, Big Banks Make Show of Support", ***The Globe and Mail***, (vendredi 18 septembre 1998), B7.

Gatti, Daniel. "Latin America's Efforts to Deal With Aids Still Weak", http//www.tbwt.com/health/health20.htm (sans année), 1-2.

Gamage, Ari, Robin N. Shaw and Ranjith Ihalanayake. "The Cost of Political Upheaval to International Tourism in Sri Lanka", Asia Pacific Journal of Tourism Research, volume 2, numéro 1 1997-1998, 75-87.

Gee, Marcus. "Road Crashes Soar in Third World: Boom in City Traffic, Bad Roads and Old Cars Blamed for Increase in Number of Deaths", ***The Globe and Mail***, (jeudi 25 juin 1998) Toronto, Canada, p. A15.

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Outlook for Air Transport to the Year 2005, Circulaire de l'OACI 270-AT/111, Montréal, Canada (1997).

Fonds monétaire international. Perspectives de l'économie mondiale, mai 1998, Fonds monétaire international, Washington, D.C., 1998.

Jacobs, Donna. "World Travel Puts TB on the Rise", ***The Ottawa Citizen***, (lundi 28 juillet 1997), A4

Kendall, Sarita. "Paramilitary Force Kills 20", ***Financial Times*** (jeudi 7 mai 1998), 4.

Knox, Paul. "Brazil Thrift Seen as Vital For Latin Economies" ***The Globe and Mail***, (vendredi 16 octobre 1998), A9.

Linden, Eugene. "Smoke Signals", ***TIME*** (22 juin 1998), 30-31

Lustig, Nora et Ruthanne Deutsch. The Inter-American Development Bank and Poverty Reduction: An Overview. Banque interaméricaine de développement, Washington, D.C., no POV-101 (mars 1998).

Macko, Steve. Kidnapping: A Latin American Growth Industry..., ENN Daily Intelligence Report-ERRI Risk Assessment Services, vol. 3-120 (mercredi 30 avril 30, 1997), http://www.emergency.com/latnkdnp.htm, 1-4.

Mann, Paul. "Expansionist Policy, Uncertain Economies", ***Aviation Week & Space Technology***, (16 mars 1998), 48-49.

Marshall, David. "Understanding the Asian Crisis: Systemic Risk as Coordination Failure", Federal Reserve Bank of Chicago, troisième trimestre 1998, volume XXII, numéro 3, 13-28.

McKenna, Barrie. "Argentina and Brazil Line Up For Bailouts", ***The Globe and Mail***, (mardi 6 octobre 6, 1998), A1.

Newsome, Justine. "Ecuador Seeks Three-Year $3000m-$450m IMF Facility", ***Financial Times***, (mardi 20 octobre 1998), 3.

Phillips, Michael M. "Latin American Slowdown Looming", ***The Globe and Mail***, (vendredi 17 juin 1998), B4.

Picard, André. "Doctors Press for Action on Social Causes of Aids", ***The Globe and Mail***, (lundi 29 juin 1998), A3.

Pirages, Dennis. "Microsecurity: Disease Organisms and Human Well-Being", World Politics Annual Editions 96/97, 257-263.

Rojas, Eduardo. Monitoring Urban Markets: The Experience of Latin American Cities, Banque interaméricaine de développement, Urban Sector Dissemination Note, SDS/SOC, (8 mai 1997).

Scoffield, Heather. "Jitters Abound in Mexico". ***The Globe and Mail***, (lundi 20 juillet 1998), B1/B3.

Shapiro, Harvey D. "A High-Level Stall", ***Institutional Investor: Domestic Edition,*** (septembre 1998), 133-135.

Skapinker, Michael. "Old Aircraft Rise Above Clouds of Doubt", ***Financial Times***, (18 mai/19 mai 1996), p. 3.

Standard & Poor's. "Sovereign List", Canadian Focus, The McGraw-Hill Companies, Inc., New York (octobre 1998), 53-54.

Statistique Canada. Touriscope Voyages internationaux, catalogue no 66-201, annuel, Ministre de l'Industrie, Ottawa, Canada (mai 1998).

_____.Touriscope Voyages internationaux, catalogue no 66-201-XPB, Ministre de l'Industrie, Ottawa, Canada, à paraître.

_____. Enquête sur les voyages internationaux : Résidents d'outre-mer et Enquête sur les voyages internationaux : Résidents des États-Unis (diverses années), Ottawa, Canada.

_____. Indicateurs nationaux du tourisme, Estimations trimestrielles, premier trimestre 1998, catalogue no 13-009-XPB, Ministre de l'Industrie (juin 1998), Ottawa, Canada.

Stevenson, Mark. "Attacks on Tourists on the Rise in Mexico", ***The Globe and Mail*** (mercredi 13 mai 1998a), A14.

_____. "Mexico's Bankers Launch Public Counteroffensive", ***The Globe and Mail***, (mardi 28 juillet 1998b), A10.

Strizzi, Nicolino, G.S. Kindra et Charles Svoboda. A Survey of Canadian Countertrade Practices with Latin American and Caribbean Countries, Document de travail 97-29, Faculté d'administration, Université d'Ottawa (septembre 1997).

_____ et G.S. Kindra. "Foreign Debt in Asia Pacific and the Latin American and Caribbean Region: Is There a Cause for Concern?", European Business Review, volume 98, numéro 4, 1998, 235-244.

_____ et G.S. Kindra. "Costs and Risks of Doing Business in Asia Pacific", Optimum, The Journal of Public Sector Management, vol. 28, no 1, 1998, 49-56.

The Economist. "America, the IMF and Brazil: A Deal at Last", (17 octobre 1998), 93.

Banque interaméricaine de développement (BID). Latin America After a Decade of Reforms: Economic and Social Progress 1997 Report, The John Hopkins University Press, Baltimore, Maryland (septembre 1997).

Banque mondiale. World Development Report 1994: Infrastructure for Development, Oxford University Press, New York (1994).

_____. HIV/AIDS in Latin America and the Caribbean, PHNFLASH 101 Human Development Department, http://www.worldbank.org/html/extdr/hnp/hddflash/issues/00121.html, (2 février 1996), 1-3.

_____. The State in a Changing World, World Development Report 1997, Oxford University Press, New York (juin 1997).

_____. Global Development Finance 1998 Country Tables, Banque mondiale, Washington, D.C. (Mars 1998).

_____. "Latin America and the Caribbean Region", Banque mondiale, Washington, D.C., http://www-esd.worldbank.org/envmat/vol2f96/latincar.htm, (sans date (a)), 1-2.

_____. Estimated Number of Adults with HIV/AIDS, http://www.worldbank.org/aidssecon/confront/present/lima/sld002.htm, (no date (b)), 1.

Groupe de la Banque mondiale. "Confronting Aids in Latin America and the Caribbean", Banque mondiale, Washington D.C., http://www.worldbank.org/html/extdr/hivaids/aidslac.htm, (sans date), 1-3.

Timmins, Nicholas. "Kidnappings Reach Record Levels Worldwide", ***Financial Times***, (9 octobre 1998), 8.

Travel & Tourism Analyst (TTA). "The Impact of Political Unrest and Security Concerns on International Tourism", The Economist Intelligence Unit, No. 2, 1994, Londres, Royaume-Uni, 69-82.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Human Development Report 1996, Oxford University Press, New York (1996).

_____. Human Development Report 1997, Oxford University Press, New York (1997).

Velocci, Jr., Anthony L. "Commercial Markets Emerging as Paramount in Latin America", ***Aviation Week & Space Technology***, (16 mars 1998), 50-51.

Warn, Ken. "Breathing Space Won But Worries Remain", ***Financial Times***, (lundi 12 octobre 1998), 3.

Wilton, David. Recent Developments in Tourism as Revealed by the National Tourism Indicators. Rapport rédigé pour la Commission canadienne du tourisme, Rapport de recherche 1998-1, Commission canadienne du tourisme, Ottawa, Canada (1998).

Organisation mondiale du tourisme. Tendances des marchés touristiques, Édition Les Amériques 1997, Organisation mondiale du tourisme, Madrid, Espagne (1997).